

SFCR : SOLVABILITE ET SITUATION FINANCIERE

RAPPORT 2021



PREPAR-VIE, filiale de la BRED Banque Populaire, entreprise régie par le Code des Assurances
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 182 183 792 euros
323 087 379 RCS Nanterre (LEI : 969500WDOCIF97N6D206)
Siège social : Immeuble Le Village 1 – Quartier Valmy - 33 Place Ronde - CS 90241 92981 Paris La Défense cedex

PREPAR-IARD, filiale de la BRED Banque Populaire. Entreprise régie par le Code des assurances
Société Anonyme au capital de 800 000 euros 343 158 036 RCS Nanterre (LEI : 9695008UHHMH3007T1B62)
Siège social : Immeuble Le Village 1 – Quartier Valmy - 33 Place Ronde CS 20243 - 92981 Paris La Défense cedex

SYNTHESE.....	3
ACTIVITE ET RESULTATS	3
SYSTEME DE GOUVERNANCE.....	3
PROFIL DE RISQUE.....	4
VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	4
GESTION DU CAPITAL.....	4
A. ACTIVITE ET RESULTATS.....	5
A.1. ACTIVITE	5
A.2. RESULTATS DE SOUSCRIPTION.....	7
A.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS.....	9
A.4. RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES	11
A.5. AUTRES INFORMATIONS.....	11
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE	12
B.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	12
B.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE.....	21
B.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE	23
B.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE	27
B.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE	29
B.6. FONCTION ACTUARIELLE.....	30
B.7. SOUS-TRAITANCE.....	30
B.8. EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE	31
B.9. AUTRE INFORMATION IMPORTANTE RELATIVE AU SYSTEME DE GOUVERNANCE	32
C. PROFIL DE RISQUE	33
C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION.....	33
C.2. RISQUE DE MARCHE.....	36
C.3. RISQUE DE CREDIT	39
C.4. RISQUE DE LIQUIDITE.....	40
C.5. RISQUE OPERATIONNEL	41
C.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS	42
C.7. AUTRES INFORMATIONS.....	43
D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	44
D.1. ACTIFS	44
D.2. PROVISIONS TECHNIQUES.....	47
D. 3. AUTRES PASSIFS.....	55
D.4. METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES.....	55
D.5. AUTRES INFORMATIONS.....	55
E. GESTION DU CAPITAL	56
E.1. FONDS PROPRES	56
E.2. CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS.....	58
E.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DESOLVABILITE REQUIS.....	59
E.4. DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE.....	59
E.5. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS.....	59
E.6. AUTRES INFORMATIONS.....	59
ANNEXES	60

SYNTHESE

Ce document a été validé par le Conseil de Surveillance de PREPAR-VIE (entité dominante du groupe PREPAR ASSURANCE) du 4 mai 2022.

ACTIVITE ET RESULTATS

LES FAITS MARQUANTS CONCERNANT L'ACTIVITE 2021 :

EN VIE

- L'année 2021 est marquée par un rebond sur le plan économique après une année 2020 placée sous le signe de l'effondrement.
- Le rebond économique s'est traduit pour PREPAR-VIE par une année de collecte exceptionnelle, tout particulièrement sur le fonds Eurocroissance.
- Au global la collecte nette s'établit à +256 M€, dont + 248 M€ sur le fonds Eurocroissance et +126 M€ sur les Unités de Compte. Sur le Fonds EURO la collecte nette est de -118 M€.
- Les prestations de rachats et de décès baissent de 5,4 % et les primes en Prévoyance maintiennent leur progression (+9,2 %) en dépit de la crise sanitaire.

EN IARD

Le chiffre d'affaires de PREPAR-IARD en 2021 s'élève à 167,7 M€, en hausse de 5,4 % par rapport à 2020 (159,1 M€).

LES RESULTATS :

EN VIE

Le résultat 2021 après impôt s'élève à 24,1 M€. Le résultat 2020 de 38,6 M€ incluait une reprise de Provision garantie plancher de 17,4 M€.

EN IARD

Le résultat net après impôt de PREPAR-IARD au 31/12/2021 s'élève à 7,5 M€, en hausse de 39,4 % par rapport à 2020 (au 31/12/2020, le résultat net après impôt de PREPAR-IARD est de 5,4 M€)¹.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

Le groupe PREPAR ASSURANCE est constitué de deux sociétés anonymes :

- PREPAR-VIE, créée en 1984, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 182 183 792 euros ;
- PREPAR-IARD, créée en 1990, Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 800 000 euros.

Il est doté de 4 responsables des fonctions-clés.

¹ Cf. les parties A.2. et A.3. pour les éléments relatifs au compte de résultat

Au 31/12/2021, le Conseil de Surveillance de PREPAR-VIE comprend 6 personnes ; le Conseil d'Administration de PREPAR-IARD comprend 7 personnes.

La Secrétaire Générale a intégré le Directoire de PREPAR-Vie, celui-ci est désormais composé de 5 personnes.

Le dispositif de contrôle interne de PREPAR ASSURANCE, comprenant un service Risques, un service Conformité, un responsable d'Audit Interne et un service Contrôle Permanent, permet de suivre et d'encadrer l'ensemble des risques auxquels elle est soumise. En 2021, le système de gouvernance de PREPAR ASSURANCE n'a pas connu d'évolution majeure par rapport à l'exercice 2020 hormis l'intégration au Directoire PREPAR-VIE de la Secrétaire Générale.

PROFIL DE RISQUE

PREPAR ASSURANCE commercialise principalement des contrats d'épargne. A ce titre, elle est soumise majoritairement au risque de marché (poids relatif de risque : 62 % du besoin en capital avant effet de diversification), et en deuxième position au risque de souscription. Par ailleurs, la progression de son activité de prévoyance renforce le risque de souscription.

Le Profil de risque de PREPAR ASSURANCE n'a pas connu d'évolution majeure en 2021.

VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité II, PREPAR ASSURANCE établit un bilan en normes prudentielles, dans lequel les actifs et les passifs sont valorisés en valeurs de marché. Ce bilan permet de déterminer le niveau des fonds propres éligibles à la représentation du besoin global de solvabilité.

En 2021, PREPAR ASSURANCE a réalisé deux évolutions majeures en termes de méthodes de valorisation, de périmètre, et d'hypothèses :

- revue de l'assiette et des clés de ventilation prises en compte dans le calcul des coûts unitaires ;
- prise en compte du passage de taux minimum garanti net de frais au taux minimum garanti brut de frais.

GESTION DU CAPITAL

Au 31/12/2021, le capital de solvabilité requis de PREPAR ASSURANCE s'élève à 486 M€, contre 458 M€ à fin 2020.

Les fonds propres en couverture de ce capital s'élèvent à 812 M€, contre 683 M€ à fin 2020. Cette évolution est liée à la hausse de la réserve de réconciliation de 102 M€, impactée par la baisse du taux technique et par la remontée de la courbe des taux entre les deux périodes.

Ces évolutions conduisent à un ratio de couverture de 167 %, contre 149 % à fin 2020.

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1. ACTIVITE

A.1.1. INTRODUCTION

Le groupe PREPAR ASSURANCE est constitué de deux sociétés anonymes :

- PREPAR-VIE, créée en 1984, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 182 183 792 euros ;
- PREPAR-IARD, créée en 1990, Société Anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 800 000 euros.

Elles sont filiales à 100 % de la BRED Banque Populaire dont elles constituent le pôle assurance.

PREPAR ASSURANCE compte au 31/12/2021, 135 collaborateurs, tous installés sur un site unique : Immeuble Le Village 1 à Paris La Défense.

PREPAR ASSURANCE propose des contrats d'assurance de personnes ou de choses, principalement auprès des clients de la BRED, et accessoirement auprès d'autres canaux de distribution (salariés d'entreprises, courtiers, CGPI).

Les branches d'activité pratiquées par la société PREPAR ASSURANCE sont les suivantes :

- branche 1 (Accident),
- branche 2 (Maladie – Arrêt de Travail),
- branche 16 (Pertes Pécuniaires),
- branche 20 (Vie-Décès),
- branche 22 (Unités de Compte),
- branche 24 (Capitalisation).

PREPAR ASSURANCE est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dont le siège se situe 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Les comptes sociaux de PREPAR-VIE et de PREPAR-IARD sont audités par les Commissaires aux Comptes suivants :

- Cabinet KPMG SA :
2 avenue Gambetta, 92066 PARIS La Défense Cedex,
- Cabinet Deloitte France :
Tour Majunga, 6 Place de la Pyramide, 92908 PARIS La Défense Cedex.

A.1.2. LIGNES D'ACTIVITE ET IMPLANTATIONS GEOGRAPHIQUES

Les principaux produits en cours de commercialisation sont les suivants :

- des contrats d'épargne à versements libres, sous forme d'assurance-vie ou de capitalisation commercialisés par la BRED et par des réseaux externes ;

- des contrats retraite dans un cadre fiscal particulier (contrats « Madelin », PERP et PERI) ;
- des contrats « vie entière », dans le cadre de financement d'obsèques ;
- des contrats de prévoyance de type assurance-emprunteurs ou « temporaire décès » ;
- des garantie « santé/arrêt de travail » ;
- des garantie « pertes pécuniaires » (vol des moyens de paiement, pertes de revenus liées au chômage...) ;
- des garantie « décès accidentel » (paiement d'un capital égal à l'épargne constituée sur les produits associés tels que livret A, PEL, PERP..., paiement d'une indemnité mensuelle...).

Au 31 décembre 2021, PREPAR-VIE gère environ 240 000 contrats d'épargne, pour un encours total de 7,3 milliards d'euros et 647 000 contrats de prévoyance.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires de ces principaux produits sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2021	Répartition 2021	2020	Répartition 2020
Epargne	726,2	70,8 %	378,6	58,8 %
<i>dont Euros</i>	274,7	26,8 %	200,6	31,2 %
<i>dont UC</i>	190,1	18,5 %	154,0	23,9 %
<i>dont support Eurocroissance</i>	261,4	25,5 %	24,0	3,7 %
Retraite	20,2	2,0 %	8,2	1,3 %
Prévoyance	111,4	10,9 %	102,0	15,8 %
IARD	167,7	16,4 %	155,0	24,1 %
<i>dont Pertes pécuniaires</i>	20,1	2,0 %	19,3	3,0 %
<i>dont Décès accidentel</i>	12,4	1,2 %	8,3	1,3 %
<i>dont Santé et Arrêt de travail</i>	135,2	13,2 %	127,4	19,8 %
TOTAL	1025,5		643,9	

La collecte en UC progresse, en ligne avec la stratégie commerciale.

La collecte sur le support Eurocroissance a bondi également, bénéficiant de la simplification du support introduite par la Loi Pacte.

La Prévoyance continue à se renforcer chaque année.

L'activité Santé est désormais largement prépondérante au sein de l'entité IARD et restera le segment le plus dynamique dans les années à venir. En 2021, la progression de l'activité commerciale a été portée par Santiane,

En termes d'implantation géographique, la BRED étant le réseau apporteur prépondérant, et sauf exceptions ponctuelles, les assurés sont des résidents fiscaux français, habitant dans les régions d'implantation de la Banque : Île-de-France, Aisne, Normandie et départements d'outre-mer (Réunion, Mayotte, Martinique, Guadeloupe et Guyane).

A.2. RESULTATS DE SOUSCRIPTION

A.2.1. ACTIVITES DE PREPAR-VIE

ELEMENTS COMPTABLES

Le tableau ci-dessous présente la décomposition du résultat technique de PREPAR-VIE en 2021 et 2020 :

En millions d'euros	2021			2020		
	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Primes acquises	857,7	62,7	795,0	488,9	58,6	430,3
Charges de sinistres (*)	-520,1	-13,0	-507,1	-559,1	-7,9	-551,2
Charges des autres provisions techniques	-406,8	-2,2	-404,6	130,8	-15,7	123,9
Ajustement ACAV (**)	143,4		143,4	31,8		31,8
Solde de souscription	74,3	47,5	26,7	92,3	35,0	57,3
Produits nets des placements (**)	163,0		163,0	98,7		98,7
Participations aux résultats (**)	-94,2	0,0	-94,2	-46,9	0,0	-46,9
Solde financier	68,7	0,0	68,7	51,8	0,0	51,8
Produits des placements transférés (**)	-7,7		-7,7	-7,4		-7,4
Commissions et Frais	-90,4	-28,6	-61,8	-85,6	-28,6	-56,9
TOTAL	45,0	18,9	26,0	51,1	6,4	44,7

(*) hors frais de gestion des sinistres - (**) Non inclus dans le QRT S.05.01

En 2021, le chiffre d'affaires global net de réassurance a augmenté de 185 %, hausse essentiellement constatée sur le support en Eurocroissance. La charge de sinistres est quasiment stable. La collecte nette en épargne est positive (+256 M€).

Le résultat technique net de réassurance de PREPAR-VIE s'élève à 26,0 millions d'euros. Cette baisse est exceptionnelle et non récurrente, car elle résulte principalement d'une forte reprise de provision en 2020, suite à un affinement de la méthode actuarielle de calcul de la provision pour garantie plancher.

Le détail des primes acquises par grandes lignes d'activité est le suivant :

En millions d'euros	2021	Répartition 2021	2020	Variation 2021/2020
Epargne	726,2	84,7 %	378,6	91,8 %
dont Euros	274,7	32,0 %	200,6	36,9 %
dont UC	190,1	22,2 %	154,0	23,4 %
dont support Eurocroissance	261,4	30,5 %	24,0	989,2 %
Retraite	20,2	2,3 %	8,2	144,4 %
Prévoyance	111,4	13,0 %	102,0	9,2 %
TOTAL PRIMES ACQUISES	857,7	100,0 %	488,9	75,4 %

Le détail des charges de sinistres, brutes de réassurance, par grandes lignes d'activité est le suivant :

En millions d'euros	2021	2020
Fonds en Euros et Eurocroissance	409,4	443,2
Unités de Compte	81,9	82,6
Autres Provisions Techniques	28,8	33,3
TOTAL CHARGES DES SINISTRES	520,1	559,1

Le détail des charges de provisions techniques brutes de réassurance par grandes lignes d'activité est le suivant :

En millions d'euros	2021	2020
Fonds en Euros et Eurocroissance	235,7	391,8
Unités de Compte	-222,0	-136,2
Autres Provisions Techniques	-420,4	-124,9
TOTAL CHARGES DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES	-406,8	130,8

Le niveau des frais et commissions a progressé de 8,6 % en 2021, lié à l'augmentation des frais d'administration et d'acquisition en lien avec la croissance de l'activité :

En millions d'euros	2021	2020
Frais d'acquisition	22,0	20,9
Frais d'administration	34,8	32,3
Frais financiers	4,3	3,8
Frais de gestion des sinistres	21,0	20,1
Autres Frais	8,3	8,4
Commissions de réassurance	-28,6	-28,6
TOTAL FRAIS ET COMMISSIONS	61,8	56,9

La répartition des frais d'acquisition, d'administration, financiers et de gestion des sinistres, par grandes lignes d'activité est la suivante :

En millions d'euros	2021	2020
Fonds en Euros et Eurocroissance	24,1	30,3
Unités de Compte	9,8	7,0
Autres Provisions Techniques	48,2	40,0
FRAIS AFFECTABLES	82,1	77,3

Les autres provisions techniques correspondent en très grande partie à la Prévoyance.

A.2.2. ACTIVITES DE PREPAR-IARD

Le tableau ci-dessous présente la décomposition du résultat technique de PREPAR-IARD en 2021 et 2020.

En milliers d'euros	2021			2020		
	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Primes acquises	167 749	127 748	40 001	159 082	123 790	35 292
Charges de sinistres (*)	-117 582	-104 200	-13 382	-110 965	-102 087	-8 878
Solde de souscription	50 168	23 548	26 620	48 117	21 703	26 414
Charges des autres provisions techniques	-959	-898	-61	-625	-274	-351
Autres charges techniques	-1 525	0	-1 525	-831	0	-831
Produits des placements alloués (**)	80	0	80	-25	0	-25
Frais et commissions (***)	-58 483	-43 532	-14 951	-59 239	-41 258	-17 981
TOTAL	-10 718	-20 882	10 164	-12 602	-19 828	7 226

(*) Hors frais de gestion des sinistres (**) Non inclus dans le QRT S05.01

(***) Hors frais de gestion des placements qui ne figurent pas dans le résultat technique

Au 31/12/2021, le résultat de souscription net de réassurance est de 10 164 K€, en hausse de 41 % par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par :

- une hausse des primes acquises net de réassurance de 4 709 K€,
- une hausse de la charge des sinistres net de réassurance de 4 503 K€,
- une baisse de frais et de commissions de 3 030 K€.

Au 31/12/2021, les frais sont de 14 951 K€ et se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2021	2020
Frais d'acquisition	37 372	38 942
Frais d'administration	13 693	12 540
Frais de gestion des sinistres	7 418	6 483
Autres Frais	0	830
Commissions de réassurance	-43 532	-40 065
FRAIS	14 951	18 730

A.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS

Le tableau ci-après présente les actifs de PREPAR ASSURANCE par catégories d'actifs, telles qu'elles apparaissent dans le bilan prudentiel de PREPAR ASSURANCE, en valeur comptable nette normes locales et en valeur de marché normes Solvabilité 2.

En millions d'euros	2021		2020	
	En normes Solvabilité II	En normes comptables locales	En normes Solvabilité II	En normes comptables locales
Obligations d'Etat	680	457	749	474
Obligations d'entreprises	3 558	3 428	3 397	3 191
Actions	30	11	24	10
Fonds d'investissement	3 095	2 765	2 880	2 614
Titres garantis	7	7	24	24
Trésorerie et dépôts	27	27	36	36
Prêts et prêts hypothécaires	9	9	13	13
Immobilier	86	60	85	63
Produits dérivés	0	0	4	11
Total actifs hors Unités de Compte	7 491	6 763	7 213	6 437
Actifs représentatifs des Unités de Compte	1 502	1 502	1 279	1 279
ACTIF TOTAL	8 994	8 265	8 493	7 716

Sur les cantons des fonds en euros, les investissements réalisés au cours de l'exercice ont porté sur le réinvestissement des obligations arrivant à échéance, en obligations IG principalement (80 % des montants investis en produits de taux) et des prises d'engagement dans des fonds de dettes privés en diversification, afin de limiter l'érosion des rendements.

Les placements pour le compte du portefeuille Eurocroissance ont été réalisés en priorité dans des fonds de dettes privés. Ils ont été complétés par des investissements diversifiés entre placements privés, fonds d'obligations convertibles et d'infrastructures.

En 2021, les revenus générés par les investissements proviennent des tombées de coupons des titres de taux, des dividendes des autres actifs, ainsi que des loyers perçus des immeubles détenus en direct. Ils figurent par catégories d'actifs dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	2021	2020
Obligations d'Etat	20,0	20,6
Obligations d'entreprises	74,8	86,5
Actions	0,4	1,1
Fonds d'investissement	30,0	24,5
Titres garantis	0,3	0,7
Prêts et prêts hypothécaires	0,6	1,0
Immobilier	2,3	2,2
TOTAL REVENUS FONDS EN EUROS	128,3	136,6

Entre 2020 et 2021, le montant des coupons encaissés sur les produits obligataires a diminué du fait de l'arrivée à échéance de titres anciens ayant des rendements élevés et de leur remplacement par des titres à rendement plus faible. Par ailleurs les revenus des fonds d'investissement ont progressé du fait de l'augmentation des investissements dans cette catégorie de placements, conformément à la stratégie de diversification des placements mise en place depuis plusieurs exercices. Cette stratégie vise à compenser la baisse des rendements obligataires par la diversification dans des placements avec des rendements plus élevés.

En complément de ces revenus, des plus-ou-moins-values ont été réalisées résultant de la cession d'actifs en cours d'année. Leur ventilation est la suivante :

En millions d'euros	2021	2020
Obligations	-3,9	-1,9
Actions	0,5	-0,2
Fonds d'investissement	113,0	4,5
TOTAL PLUS-OU-MOINS VALUES REALISEES	109,6	2,4

Les plus-ou-moins-values latentes réalisées en 2021 sur fonds d'investissement sont issues de l'externalisation de la richesse latente dans le cadre de la gestion du swap de performance destiné à couvrir l'exposition aux actions. Les plus-ou-moins-values réalisées sur obligations sont issues d'arrivées à terme de titres.

Il est à noter que les mouvements sur supports en Unités de Compte ont généré des plus-values de l'ordre de 80 M€. Ces mêmes mouvements avaient généré des moins-values pour un montant de 2,0 M€ en 2020.

Les autres produits et dépenses générés par la gestion des actifs de PREPAR-VIE sont les suivants :

En millions d'euros	2021	2020
Variation des surcotes/décotes	0,4	-3,6
Variation de la réserve de capitalisation	0,0	0,0
Variation de la provision pour Dépréciation Durable	10,3	-11,2
Résultat Eurocroissance	32,3	10,1
Frais de gestion interne et externe des placements	-7,4	-4,1
Autres charges de placement	-102,6	-23,7
TOTAL AUTRES REVENUS ET DEPENSES	-66,9	-32,5

En 2021, la provision pour dépréciation durable a été reprise à la suite de la demande des commissaires aux comptes. Les produits financiers du support Eurocroissance ont progressé dans un contexte de marchés en hausse.

Les autres charges de placement ont progressé du fait du dénouement du swap de couverture mise en place depuis le 4^{ème} trimestre 2020 sur une partie du portefeuille exposée au risque actions. Les marchés ayant repris fortement en 2021, le swap a généré une perte lors de son dénouement, compensée par ailleurs par la réalisation d'une partie des plus-values latentes des fonds actions.

Par ailleurs, il n'y a pas de perte ni profit comptabilisé directement en fonds propres en normes françaises.

Enfin, au 31/12/2021, PREPAR ASSURANCE détient deux titres de titrisation, selon la définition du point (92) introductif au Règlement Délégué 2015/35 de la Commission Européenne, pour un montant de 8,9 M€.

A.4. RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES

Non significatif.

A.5. AUTRES INFORMATIONS

PREPAR ASSURANCE n'a pas d'autre information importante relative à son activité et à ses résultats à communiquer.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1.1. CONSEIL

B.1.1.1. Conseil de Surveillance (PREPAR-VIE)

Missions et attributions

Le Conseil de Surveillance veille au bon fonctionnement de la société et en rend compte aux actionnaires. Il nomme et révoque les membres du Directoire et le Président du Directoire.

Il exerce le contrôle de la Direction et de la gestion de la société.

Outre la surveillance des comptes sociaux de PREPAR-VIE, le Conseil de Surveillance exerce une vigilance accrue sur les sujets qui concernent particulièrement les actionnaires :

- les temps forts de l'activité commerciale,
- les résultats commerciaux,
- le fonctionnement interne,
- le plan de développement,
- les frais généraux,
- la gestion des actifs, la politique d'allocation,
- l'équilibre technique, la gestion actif-passif,
- les résultats financiers,
- le contrôle interne et la gestion des risques,
- les perspectives de croissance.

Enfin, le Conseil de Surveillance approuve, avant diffusion, le rapport ORSA présenté par le Président du Directoire.

Règles de fonctionnement

Le Conseil de Surveillance se réunit trimestriellement et en tout état de cause aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Les membres reçoivent avant chaque réunion dans un délai raisonnable toutes les informations utiles à l'exercice de leur mandat.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent bénéficier de formations sur les métiers et de présentations sur les sociétés du Groupe.

Des formations sont mises en œuvre pour les membres du Conseil de Surveillance conformément à « la politique de formation des membres de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance de PREPAR ».

Composition

Au 31/12/2021, Le Conseil de Surveillance comprend 6 personnes.

B.1.1.2. Conseil d'Administration de PREPAR-IARD

Missions et attributions

Le Conseil d'Administration veille au bon fonctionnement de la société et en rend compte aux actionnaires.

Il nomme et révoque le Directeur Général. Il exerce le contrôle de la Direction et de la gestion de la société. Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Outre les comptes sociaux de PREPAR-IARD, le Conseil d'Administration exerce une vigilance accrue sur les sujets qui concernent particulièrement les actionnaires :

- les temps forts de l'activité commerciale,
- les résultats commerciaux,
- le fonctionnement interne,
- le plan de développement,
- les frais généraux,
- les résultats financiers,
- la gestion des placements
- le contrôle interne et la gestion des risques,
- les perspectives de croissance.

Enfin le Conseil d'Administration valide et approuve avant diffusion, le rapport ORSA en s'assurant de la compatibilité des mesures de risques, de leurs impacts en termes de besoin global de solvabilité, avec ses orientations stratégiques.

Règles de fonctionnement

Les principes généraux de l'organisation, du mode de fonctionnement sont formalisés dans les statuts.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an et en tout état de cause aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Les Membres reçoivent en général dans un délai raisonnable avant chaque réunion toutes les informations utiles à l'exercice de leur mandat.

Les Membres du Conseil d'Administration peuvent bénéficier de formations sur les métiers et de présentations sur les sociétés du Groupe.

Composition

Au 31/12/2021, le Conseil d'Administration comprend 7 personnes.

B.1.2. DIRIGEANTS EFFECTIFS

B.1.2.1. Directoire (PREPAR-VIE)

Missions et attributions

Le Directoire est chargé de la gestion de l'entreprise sous le contrôle du Conseil de Surveillance.

Les Membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance, pour une durée de 4 ans renouvelable. Leur rémunération est fixée par le Conseil de Surveillance.

Ils sont révocables par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil de Surveillance.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. A ce titre :

- il arrête les inventaires et les comptes sociaux à soumettre à l'Assemblée Générale et lui présente, dans un rapport, les propositions de répartition des bénéfices,
- il assure le fonctionnement de la société, notamment en consentant les délégations de pouvoir nécessaires et en convoquant les assemblées d'actionnaires,
- il désigne les représentants permanents de la société aux Conseils d'Administration ou aux Conseils de Surveillance auxquels la société peut être nommée.

Le Directoire ne peut, sans autorisation du Conseil de Surveillance, donner l'aval, la caution ou la garantie de la société.

Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, le Directoire doit soumettre au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels.

En outre, chaque trimestre, le Directoire présente un tableau de bord d'activité au Conseil de Surveillance autour des sujets suivants :

- les résultats commerciaux,
- les comptes,
- les frais généraux,
- les résultats financiers,
- les résultats techniques.

Enfin, le Directoire valide le rapport ORSA en s'assurant de la compatibilité des mesures de risques et de leurs impacts en termes de besoin global de solvabilité, avec ses orientations stratégiques.

Le Président du Directoire le présente ensuite au Conseil de Surveillance pour approbation avant diffusion.

Règles de fonctionnement

Les principes généraux de l'organisation et du mode de fonctionnement du Directoire sont formalisés dans les statuts de la société, notamment aux chapitres 11 et 13.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an.

Composition

En application de l'article R322-168 du Code des assurances, les dirigeants effectifs sont les cinq Membres du Directoire à savoir :

JEAN-FRANÇOIS PELLÉ depuis le 8 mars 2007 renouvelé le 30 septembre 2021

- Président du Directoire de : PREPAR-VIE,
- Président du Conseil d'Administration de : PREPAR Courtage, PREPAR-IARD,
- Administrateur de PROMEPAR Asset Management.

EMMANUEL DE LA BASTILLE depuis le 9 mars 2012 renouvelé le 30 septembre 2021

- Membre du Directoire de : PREPAR-VIE,
- Directeur Technique,
- Directeur Général de : PREPAR-IARD, PREPAR Courtage.

PATRICE TRUGLAS depuis le 29 juin 2006 renouvelé le 30 septembre 2021

- Membre du Directoire de : PREPAR-VIE,
- Directeur des Ressources Humaines,
- Directeur des Systèmes d'Information,
- Directeur des Moyens Généraux,
- Représentant permanent de PREPAR-VIE au Conseil de PREPAR-IARD.

XAVIER BRISSET depuis le 30 septembre 2021

- Membre du Directoire de : PREPAR-VIE,
- Directeur ALM et Risques.

LISA FITOUSSI depuis le 10 décembre 2021

- Membre du Directoire de : PREPAR-VIE,
- Secrétaire Générale.

Ces désignations ont été approuvées par la Conseil de Surveillance en date du 22 décembre 2015, 25 septembre 2020 et 10 décembre 2021.

L'« AMSB » (Administrative, Management or Supervisory Body) de PREPAR-VIE est constitué du Conseil de Surveillance et du Directoire.

B.1.2.1. Dirigeants effectifs (PREPAR-IARD)

En application de l'article R322-168 du Code des assurances, les dirigeants effectifs sont :

EMMANUEL DE LA BASTILLE, depuis le 29 juin 2007

- Directeur Général (non-administrateur),
- Directeur Technique,
- Directeur Juridique.

JEAN-FRANÇOIS PELLÉ, depuis le 29 juin 2007

- Président du Conseil d'Administration.

Ces désignations ont été approuvées par la Conseil d'Administration de PREPAR-IARD en date du 22 décembre 2015.

L'« AMSB » (Administrative, Management or Supervisory Body) de PREPAR-IARD est constitué du Conseil de d'Administration et des dirigeants effectifs.

B.1.3. DIRECTOIRE ELARGI (PREPAR-VIE) ET COMITE DE DIRECTION (PREPAR-IARD)

Ces comités sont tenus deux fois par mois, y sont présents :

JEAN-FRANÇOIS PELLÉ

- Président du Directoire de PREPAR-VIE

EMMANUEL DE LA BASTILLE

- Directeur Technique
- Directeur Développement

PATRICE TRUGLAS

- Directeur des Ressources Humaines
- Directeur des Systèmes d'Information
- Directeur des Moyens Généraux

XAVIER BRISSET

- Directeur ALM et Risques

LISA FITOUSSI

- Secrétaire Générale

GUILLAUME VILLE

► Directeur des Investissements

CYRIL LAVIGNE

► Directeur Service Client

FREDERIC MOUREAUX

► Responsable Comptable

B.1.4. FONCTIONS CLES

Les responsables des fonctions clés sont désignés au niveau Groupe PREPAR ASSURANCE par l'entité dominante, PREPAR-VIE. Pour la désignation des responsables des fonctions clés, PREPAR ASSURANCE a pris note des dispositions prévues à l'article 268 du règlement délégué ainsi que des dispositions de l'article L354-1 du Code des assurances.

PREPAR ASSURANCE considère que cette désignation est faite d'une manière qui garantit que chaque fonction est exempte d'influences pouvant compromettre sa capacité à s'acquitter de façon objective, loyale et indépendante des tâches qui lui incombent.

PREPAR ASSURANCE atteste que :

- chaque fonction opère sous la responsabilité ultime des Dirigeants Effectifs auxquels elle rend compte,
- chaque fonction est en capacité de signaler sans délai tout problème majeur aux Dirigeants Effectifs voire au Conseil de Surveillance,
- chaque fonction coopère avec les autres fonctions dans l'exercice de leurs rôles respectifs.

Par ailleurs, PREPAR ASSURANCE est filiale à 100 % de la BRED Banque Populaire, constituée en conglomérat financier qui possède sur ses filiales un lien d'autorité fonctionnelle fort.

C'est dans ce contexte réglementaire et prudentiel qu'ont été désignés les Responsables des fonctions clés :

- Audit Interne : JULIEN ESPIE, Inspection Générale de la BRED BP,
- Fonction Actuarielle : ANH-VU BUI, Responsable Modélisation au sein de la Direction des Risques de la BRED,
- Gestion des Risques : JEAN-MARC HECART, Responsable de la Gestion des Risques PREPAR ASSURANCE,
- Vérification de la Conformité : HERVE PLUCHART, Directeur de la Conformité PREPAR ASSURANCE.

Cette organisation de la gouvernance apparaît la plus à même de tenir compte de :

- la nature des activités exercées par PREPAR ASSURANCE, leur ampleur et leur complexité ;
- l'intégration de PREPAR ASSURANCE au sein du dispositif de contrôle périodique et permanent du groupe BRED.

A travers cette organisation, PREPAR ASSURANCE garantit que les personnes exerçant une fonction clé peuvent communiquer de leur propre initiative avec tout membre du personnel, qu'elles disposent de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires et peuvent accéder sans restriction à toutes les informations pertinentes dont elles ont besoin pour exercer leurs responsabilités.

Ces désignations ont été approuvées par le Conseil de Surveillance de PREPAR ASSURANCE en date du 28 décembre 2015, du 26 mars 2020, du 30 juin 2020 et du 25 septembre 2020.

Les principales missions et responsabilités de ces fonctions clés au sein de PREPAR ASSURANCE sont les suivantes :

FONCTION AUDIT INTERNE

Les principales missions et responsabilités de la fonction Audit Interne sont :

- ▀ évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne, au travers d'un plan pluriannuel d'audit ;
- ▀ planifier, organiser, réaliser et suivre ce plan, en présenter les conclusions au Conseil de Surveillance et au Comité d'Audit.

FONCTION ACTUARIELLE

Les principales missions et responsabilités de la fonction Actuarielle sont :

- ▀ analyser la cohérence, les forces et les faiblesses du pilotage technique de PREPAR ASSURANCE ;
- ▀ vérifier le caractère approprié des méthodologies, modèles sous-jacents et hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles, des exigences de capital et l'évaluation interne des risques et de la solvabilité ;
- ▀ apprécier la qualité des données utilisées dans le calcul de ces provisions ;
- ▀ donner un avis sur la politique de réassurance ;
- ▀ produire un rapport actuariel et en présenter les conclusions au Conseil de Surveillance et au Comité d'Audit.

FONCTION GESTION DES RISQUES

Les principales missions et responsabilités de la fonction Gestion des Risques sont :

- ▀ assurer le suivi du système de gestion des risques ;
- ▀ assurer le suivi du profil de risque général de l'entreprise dans son ensemble (notamment par l'élaboration d'une cartographie générale des risques) ;
- ▀ piloter le processus ORSA ;
- ▀ rendre compte à l'AMSB des expositions au risque.

FONCTION VERIFICATION DE LA CONFORMITE

Les principales missions et responsabilités de la fonction Vérification de la Conformité sont :

- ▀ assurer la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques de non- conformité, notamment en matière de protection de la clientèle et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- ▀ anticiper les risques de non-conformité futurs si possible en mutualisant les évolutions à prévoir ;
- ▀ évaluer l'adéquation des mesures adoptées par l'entreprise pour prévenir toute non-conformité ;
- ▀ valider les documents émis par l'entreprise.

B.1.5. COMITOLOGIE

PREPAR ASSURANCE a défini et modélisé les responsabilités de son organisation par un organigramme hiérarchique qui présente les correspondances entre les chefs de services et leur fonction de pilote de processus.

Sont également définis les organes de contrôle et de décisions. Parmi ceux-ci, figurent le Directoire de PREPAR-VIE, les dirigeants effectifs de PREPAR-IARD, ainsi que des Comités de réflexion métier, de suivi ou d'arbitrage, de gestion des risques.

Tous les Comités font l'objet d'un ordre du jour et d'un compte-rendu écrit.

COMITOLOGIE OPERATIONNELLE DE PREPAR ASSURANCE (HORS COSUR, DIRECTOIRE, CA, DIRECTOIRE ELARGI ET CODIR)

L'Acticom

- Rôle Suivi et arbitrage des opportunités d'offres
- Périodicité Quadrimestrielle
- Animateur Responsable Développement commercial

Le Comité de Partenariat

- Rôle Analyse et décision de la mise en place d'un partenariat
- Périodicité Selon actualité
- Animateur Responsable du Développement des Partenariats

Le Comité d'Arbitrage de Projet

- Rôle Suivi planning projets et arbitrage priorités
- Périodicité Semestrielle
- Animateur Directeur Système Information

Le Comité de Gestion Financière

- Rôle Pilotage des opérations financières
- Périodicité Hebdomadaire
- Animateur Directeur des investissements

COMITOLOGIE LIEE A LA GESTION DES RISQUES (PILOTAGE TRANSVERSE)

Le Comité des Risques du Groupe PREPAR ASSURANCE

- Rôle Analyse périodique des indicateurs des risques non suivis par les autres comités
Arbitrage des plans d'actions et revue périodique des grands risques
- Périodicité Selon actualité, a minima une fois par an
- Animateur Responsable Gestion des Risques

Le Comité des Risques Financiers et de la Solvabilité (CoRiFiSo)

- Rôle Analyse des indicateurs de risques financiers et du niveau de la marge de solvabilité et selon l'actualité, analyse d'éléments techniques
- Périodicité Quadrimestrielle ou selon actualité
- Animateur Responsable Gestion des Risques

Le Comité de Suivi des Risques non-Conformité

- Rôle Veille des risques de non-conformité, suivi des actions de remédiation
- Périodicité Quadrimestrielle + selon actualité
- Animateur Responsable de la Conformité

Le Comité Déshérence

- Rôle Examine l'état des recherches effectuées et décide collégialement de la classification de dossiers en déshérence
- Périodicité Semestrielle + selon actualité
- Animateur Participation collégiale (avec au moins un membre du service Conformité ou du Juridique et un représentant de la gestion)

Le Comité Lutte anti-blanchiment (LAB) / Lutte contre le financement du terrorisme (LCFT)

- Rôle Evaluation du risque de moindre efficacité du dispositif de Lutte Anti-Blanchiment et Lutte Contre le Financement du Terrorisme
- Périodicité Trimestrielle ou selon actualité
- Animateur Conformité BRED

Le Comité Contrôle Permanent et Risques

- Rôle Analyse des résultats des contrôles opérationnels de 2^{ème} niveau
- Périodicité Mensuelle
- Animateur Responsable du Contrôle Permanent

Le Comité de Sécurité des systèmes d'informations (COSSI)

- Rôle Analyse des indicateurs des risques informatiques et veille à la sécurité des applications et à l'intégrité des données
- Périodicité A minima semestriellement
- Animateur Directeur Système Information

AUTRES COMITES**Le Comité Comptable et Prudentiel**

- Rôle Suivi des sujets liés aux provisions techniques S1, des modélisations nécessaires au calcul du ratio de solvabilité et des hypothèses et résultats des ORSA
- Périodicité Semestrielle
- Animateur Services ALM et Techniques

Le Comité d'Audit

- Rôle Suivi du contrôle légal des comptes annuels et consolidés et de l'efficacité des systèmes de contrôle permanent, de conformité et de gestion des risques
- Périodicité Semestrielle au minimum
- Animateur Président du Conseil de Surveillance et responsable de la fonction clé Audit interne

COMITES ACTIONNAIRE/PREPAR**Le Comité Stratégie Finance BRED (CSF)**

- Rôle Avis sur l'allocation stratégique des placements
- Périodicité Semestrielle
- Animateur Direction Financière BRED et Direction Risques BRED

Le Comité Investissement BRED

- Rôle Avis sur les investissements en actif diversifié
- Périodicité Selon l'actualité des dossiers d'investissement
- Animateur Direction Financière BRED

Le Comité Crédit BRED

- Rôle Avis sur les investissements en actif obligataire
- Périodicité Selon l'actualité des dossiers d'investissement
- Animateur Direction des engagements BRED

B.1.6. POLITIQUE ET PRATIQUES DE REMUNERATION

De manière générale, la rémunération est adaptée au niveau de compétences, de responsabilité et d'expertise de chacun des collaborateurs et aux niveaux de rémunération par métier du marché du travail du secteur de l'assurance. Par ailleurs, PREPAR ASSURANCE s'est dotée d'une politique de rémunération conformément aux exigences de la Directive Solvabilité II. Cette politique vise notamment à décourager les prises de risque excessives.

Pour ce qui concerne PREPAR-VIE, la rémunération des membres du Directoire est fixée par le représentant de l'actionnaire au Conseil de Surveillance. La rémunération des membres du Comité de Direction est fixée par le Président du Directoire.

Pour ce qui concerne PREPAR-IARD, la rémunération des membres de la Direction Générale est fixée par le Conseil d'Administration. La rémunération des membres du Comité de Direction est fixée par le Président du Directoire de PREPAR-VIE (entité dominante du Groupe PREPAR ASSURANCE).

La rémunération des personnels de PREPAR ASSURANCE est régie par la Convention Collective des Sociétés d'assurances.

L'AMSB définit les principes de la politique de rémunération s'appliquant à l'ensemble des collaborateurs. Annuellement, toutes les rémunérations font l'objet d'une proposition par le président du Directoire, conformément à cette politique. Elles sont ensuite soumises pour approbation à l'un des membres de l'AMSB.

Quelle que soit la fonction occupée, aucun membre du personnel n'est rémunéré en fonction d'objectifs exprimés en montant de produits financiers à atteindre. De cette façon aucun membre du personnel n'est incité à prendre des engagements à risque pour améliorer sa rémunération. De même, aucun membre du personnel n'est rémunéré en fonction d'objectifs commerciaux liés à un produit donné. De cette façon aucun membre du personnel n'est incité à vendre un produit inadéquat aux besoins d'un client.

Enfin, toutes les primes discrétionnaires ou rémunérations variables distribuées représentent une part très minoritaire de la rémunération globale du personnel, quel que soit son grade ou sa fonction. Cette rémunération variable attribuée aux collaborateurs est ainsi conditionnée au respect des règles de risques et de conformité. Il n'existe donc aucun benchmark contractuel sur lequel la rémunération variable est assise.

Ces dispositions s'appliquent également aux rémunérations des dirigeants effectifs et des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise.

Concernant les régimes de retraite complémentaire et de retraite anticipée, les membres du Directoire de PREPAR-VIE, les membres de la Direction Générale de PREPAR-IARD, et les cadres de direction, dont les fonctions clés qui relèvent de ce statut, ne bénéficient d'aucun dispositif supplémentaire à ceux des autres salariés de l'entreprise.

B.1.7. TRANSACTIONS IMPORTANTES

PREPAR ASSURANCE n'a pas conclu sur la période de référence de transactions importantes avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

B.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE

Les personnes qui dirigent effectivement l'entreprise ou qui occupent des fonctions clés répondent en permanence aux exigences suivantes :

- leurs qualifications, connaissances et expériences professionnelles sont propres à permettre une gestion saine et prudente (compétence) ;
- leur réputation et leur intégrité sont de bon niveau (honorabilité).

La compétence s'apprécie à la mesure des risques induits pour assurer certaines fonctions, missions clés alors que l'honorabilité s'apprécie par l'absence de condamnations et par le respect des règlements internes à l'entreprise.

Sont visés par ces exigences, d'une part, les mandataires sociaux et les dirigeants effectifs de PREPAR-VIE et PREPAR-IARD, à savoir pour ce qui concerne PREPAR-VIE le président du Conseil de surveillance et les membres du Conseil, ainsi que les membres du Directoire ; et pour ce qui concerne PREPAR-IARD le président du Conseil d'Administration et les membres du Conseil, ainsi que les membres de la Direction Générale. D'autre part, les personnes exerçant des fonctions clés (le responsable de la gestion des Risques, le directeur de la Conformité, le responsable de l'Audit interne, le responsable de la fonction actuarielle) sont expressément concernées.

LES EXIGENCES

Mandataires sociaux

La compétence des mandataires sociaux est évaluée par le président du Conseil de surveillance de PREPAR-VIE pour ce qui concerne les activités de PREPAR-VIE et par le président du Conseil d'Administration de PREPAR-IARD pour ce qui concerne les activités de PREPAR-IARD. Ces compétences sont évaluées tant individuellement mais aussi de manière collégiale. Il prend en compte dans l'appréciation portée sur chaque membre, sa compétence et son expérience. Lorsque des mandats ont été antérieurement exercés, la compétence est présumée à raison de l'expérience acquise. Chaque membre doit posséder les connaissances suffisantes des marchés de l'assurance et des marchés financiers, connaître la réglementation applicable à l'entreprise et veiller à sa mise en œuvre.

Titulaires de fonctions clés

Le titulaire de la fonction de gestion des risques est en mesure de mettre en place un système de gestion des risques efficace comprenant les stratégies, les processus et les procédures d'information nécessaires pour déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, les risques individuels et agrégés auxquels l'entreprise est, ou pourrait être, exposée ainsi que les interdépendances entre ces risques.

Le titulaire de la fonction de vérification de la conformité est en capacité de mener les missions qui relèvent de son champ d'intervention.

Le titulaire de la fonction d'audit interne dispose des qualifications et des connaissances nécessaires à l'évaluation de l'adéquation et de l'efficacité du système de contrôle interne et du système de gouvernance de l'entité concernée. Il est en mesure d'émettre des recommandations, en matière de contrôle interne et de respect des règles d'entreprise, et vérifier le respect des décisions prises en conséquence.

Le titulaire de la fonction actuarielle a une connaissance des mathématiques actuarielles et financières à la mesure de la nature, de l'ampleur et de la complexité des risques inhérents à l'activité de l'assurance ainsi qu'une expérience jugée pertinente à la lumière des normes applicables telles que Solvabilité II.

LE PROCESSUS D'APPRECIATION DES COMPETENCES ET D'HONORABILITE

Procédures d'évaluation en matière de compétence

La compétence de chacun est appréciée de manière individuelle ou collective et est évaluée lors du recrutement et tout au long de sa vie professionnelle :

- ▀ par l'actionnaire principal pour les dirigeants effectifs ;
- ▀ par le président du Conseil de Surveillance pour les membres du Conseil ;
- ▀ par le président du Conseil d'Administration pour les membres du Conseil de PREPAR-IARD ;
- ▀ par les dirigeants de PREPAR ASSURANCE pour les titulaires des fonctions clés en lien éventuellement avec la BRED Banque Populaire.

Désignation des responsables des fonctions clés

L'affectation de la fonction clé à une personne se fait sur la base d'un examen des compétences et de l'expérience de cette personne. Celle-ci est pressentie de par ses connaissances, compétences, son expérience et sa formation. La désignation des responsables des fonctions clés est portée à la connaissance du Conseil de surveillance de PREPAR-Vie (entité dominante du groupe PREPAR ASSURANCE). Chaque fonction clé opère sous la responsabilité ultime des Dirigeants effectifs auxquels elle rend compte.

L'évaluation annuelle et l'entretien professionnel des personnes exerçant des fonctions clés

L'entretien annuel d'évaluation permet d'évaluer la performance passée, l'atteinte des objectifs et de définir des objectifs pour l'année à venir. L'évaluation annuelle est complétée par l'entretien professionnel qui détermine les besoins de formation, permettant ainsi de dresser le bilan des compétences professionnelles des collaborateurs et déterminer les axes de développement. Des procédures comme les campagnes d'évaluation et l'utilisation d'outils, permettent un suivi efficace des collaborateurs et des besoins de formation. PREPAR ASSURANCE accompagne les responsables des fonctions clés dans de la formation complémentaire. Le besoin en formation est revu chaque année.

La formation

Des formations sont mises en œuvre pour les mandataires sociaux conformément à « la politique de formation des membres de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance de PREPAR ».

Procédure d'évaluation en matière d'honorabilité

La production d'un certain nombre de pièces justificatives lors de la nomination d'un mandataire social est exigée (déclaration de non-condamnation, copie d'une pièce d'identité) afin d'en justifier l'honorabilité.

La nomination ou le renouvellement des dirigeants effectifs et/ou des responsables des fonctions clés donne lieu à la production par ces derniers des documents suivants :

- ▀ le formulaire d'information à envoyer à l'ACPR dûment complété et signé conformément à la réglementation en vigueur ;
- ▀ une copie ou une version scannée d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- ▀ le curriculum vitae en français, actualisé, daté et signé par le dirigeant effectif, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées ;
- ▀ le bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois émis par le casier judiciaire ;
- ▀ la déclaration de non-condamnation.

La nomination des responsables des fonctions clés et des dirigeants effectifs fait l'objet d'une communication en interne.

Notification auprès de l'ACPR

La nomination ou le renouvellement d'un dirigeant effectif et/ou d'un responsable de fonction clé est notifié à l'autorité de contrôle (l'ACPR).

B.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE

B.3.1. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif interne de gestion des risques comprend six entités distinctes :

- un service Risques en charge d'assurer le suivi du système de gestion des risques et d'établir la cartographie des risques hors conformité ;
- un service Conformité, en charge du risque de non-conformité, notamment l'élaboration d'une cartographie de ces types de risques à destination du Contrôle Permanent et du service Risques ;
- un service Contrôle Permanent en charge des contrôles de 2^{ème} niveau pour l'ensemble des processus et de l'accompagnement des pilotes de processus dans l'évolution de leurs procédures ;
- un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations (RSSI) en charge du contrôle de la sécurité des systèmes d'information ;
- un Responsable de la Fonction Actuarielle (RFA) en charge d'analyser la cohérence, les forces et les faiblesses (ou points d'incertitude) du pilotage technique de PREPAR dans toutes ses dimensions (tarification, souscription, provisionnement, réassurance) ;
- un Audit interne en charge d'évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne au travers d'un plan pluriannuel d'audit.

La fonction gestion des risques est assurée par le responsable des risques. En tant que RFC, il est rattaché au Directeur ALM et Risques (Membre du Directoire). Cette fonction a pour rôle de :

- réaliser la cartographie des risques de PREPAR-Vie, validée par le Directoire et communiquée au Conseil de Surveillance ;
- réaliser la cartographie des risques de PREPAR-IARD, validée par le Directeur Général et communiquée au Conseil d'Administration ;
- participer à la définition de l'appétence aux risques ;
- participer à la sélection des éléments de pilotage des risques ;
- soumettre à l'AMSB : le rapport ORSA ;
- donner son avis sur la réassurance, l'allocation stratégique d'actifs, les partenariats, les nouveaux produits, l'externalisation d'activités, les projets significatifs, l'évolution de la modélisation sous-jacente aux calculs de Best Estimate et de SCR ;
- interagir avec la responsable du contrôle permanent, afin d'améliorer les processus internes, en vue, notamment de réduire le risque opérationnel lié aux sujets de données, d'outils, de processus et de contrôles de premier et de deuxième niveaux.

Le service des Risques est présent à l'ensemble des Comités liés à la gestion des Risques (cf. supra) et participe également à certains Comités opérationnels, notamment au Comité de Partenariat. Le Comité des Risques Groupe constitue un Comité faitier au cours duquel l'ensemble des risques auxquels est soumis PREPAR ASSURANCE est revu, ainsi que les éventuelles interactions entre sous-risques.

Le service des Risques est consulté lors de la tarification de nouveaux produits ou lors d'évolutions conséquentes des méthodes de provisionnement. Par ailleurs, une revue conjointe des risques de souscription, de provisionnement et de réassurance est réalisée lors du Comité des Risques Groupe, par la Direction Technique et par le service Risques.

Le service des Risques s'assure de la mise en œuvre du processus de gestion des risques.

Celui-ci est composé des éléments suivants :

- identification des risques,
- évaluation des risques,
- stratégie face aux risques,
- surveillance/contrôle.

METHODES D'IDENTIFICATION DES RISQUES

Afin d'identifier les risques auxquels PREPAR ASSURANCE est exposée, le service des Risques, en collaboration avec le Contrôle permanent, met en place plusieurs type de démarches :

- l'approche « Top-Down » : elle est basée sur des entretiens réalisés avec des dirigeants ou des experts sur un domaine particulier ;
- l'approche « Bottom-Up » : elle est basée sur des entretiens réalisés avec les responsables opérationnels des activités, ainsi que les acteurs clés du processus. Cette démarche est possible grâce à un découpage en processus et procédures de toutes les activités de PREPAR ASSURANCE. Tout processus porteur de risque « significatif » pour PREPAR ASSURANCE doit donc être formalisé ;
- l'exploitation des rapports d'audit ;
- l'exploitation des bases d'incidents ;
- l'exploitation des bases de réclamations ;
- l'exploitation de sources externes : association professionnelles, publications autorités de contrôle, ...
- l'exploitation des calculs statistiques et règlementaires.

Toutes ces démarches doivent permettre à PREPAR ASSURANCE de déceler les risques et d'en comprendre leurs caractéristiques (causes, événement, conséquences).

METHODES D'EVALUATION DES RISQUES

Le service des Risques est chargé d'établir une cartographie des risques. Afin d'établir cette cartographie, PREPAR ASSURANCE cherche à évaluer tous les risques et à les classer sur trois niveaux :

- fort,
- moyen,
- faible.

Dans cette perspective, les risques de types « Opérationnels » et « Stratégiques » sont généralement évalués selon des méthodes qualitatives. Le principe général de ces méthodes est d'évaluer la vraisemblance du risque (en probabilité ou en fréquence) ainsi que son impact (financier, image ou juridique). Ces évaluations se basent sur les entretiens réalisés dans les démarches « Top-down » et « Bottom-up ».

Schématiquement l'évaluation du risque est alors donnée par la formule : Risques = Vraisemblance x Impact

En revanche, les risques de types « Techniques » et « Financiers » sont généralement évalués selon des méthodes quantitatives, c'est-à-dire à partir de calculs statistiques.

STRATEGIE FACE AUX RISQUES

L'élaboration de la stratégie face aux risques se décompose en deux parties :

1. La déclinaison de l'appétence aux risques, en limites de tolérance aux risques
2. La décision sur le traitement à appliquer au risque : acceptation, réduction, transfert, évitement.

La stratégie choisie permet de définir le dispositif de maîtrise des risques qui comprend généralement les éléments suivants :

- contrôles formalisés de 1^{er} et 2^{ème} niveau.
- documentations : politique, procédure, mode opératoire, ...
- éléments de pilotage : tableau de bord, seuils d'alerte, comités, limites de tolérance ...
- moyens : humains, matériels, ...
- gestion des incidents et pertes

SURVEILLANCE/CONTROLE

La vérification de l'implémentation du dispositif de maîtrise des risques fait partie des prérogatives du système de contrôle interne (voir infra).

SUIVI DES RISQUES

L'analyse régulière de ses résultats, de ses portefeuilles, de ses rendements et de ses réserves a amené PREPAR-VIE à structurer son organisation pour répondre aux exigences de solvabilité et de capacité liées à son activité et à son contexte. A ce titre :

- PREPAR ASSURANCE évalue sa capacité à faire face à ses engagements à l'égard des assurés dans les 4 exercices à venir dans des conditions détériorées de marché ;
- PREPAR ASSURANCE évalue l'incidence de toute hypothèse d'évolution des taux d'intérêt et des marchés de valeurs mobilières et de biens immobiliers ;
- PREPAR ASSURANCE effectue des tests internes qui complètent ceux régis par les états réglementaires ;
- PREPAR ASSURANCE effectue des tests pour s'assurer de l'adéquation des durations de l'actif et du passif ;
- PREPAR ASSURANCE évalue sa capacité de détention d'actifs de diversification ;
- PREPAR ASSURANCE évalue sa capacité à servir des taux en fin d'exercice, de même niveau que les taux servis sur l'exercice clos ;
- PREPAR ASSURANCE procède au Liability Adequacy Test ;
- PREPAR ASSURANCE évalue la pertinence et l'adéquation des traités de réassurance ;
- PREPAR ASSURANCE évalue les conséquences d'une intrusion malveillante dans ses systèmes d'information.

PREPAR ASSURANCE suit les risques auxquels elle est exposée en tant que société d'assurance-vie commercialisant des produits d'épargne et des produits de prévoyance. Son profil de risque est décrit en partie C ci-dessous et analysé dans le cadre de sa démarche ORSA. Le service des Risques suit particulièrement les risques de marché et de souscription, ainsi que les risques non captés dans le calcul de la solvabilité par la formule standard tels que :

- le risque de détention des dettes souveraines,
- les risques ESG,
- le risque stratégique.

LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

La politique d'investissement de PREPAR ASSURANCE est conduite en fonction de contraintes liées d'une part aux exigences de l'équilibre actif/passif, des normes comptables, de la réglementation, qu'elle soit sociale, IFRS ou prudentielle (solvabilité) et d'autre part aux évolutions des marchés financiers. Elle répond par conséquent à ces différentes contraintes, tout en s'incorporant dans le risk management global de l'entreprise.

Elle est soumise à la politique générale de la société, qui elle-même tiendra compte de l'environnement économique et financier dans lequel la politique d'investissement évolue, pour fixer les orientations.

Le processus lié aux Investissements s'articule autour de deux niveaux d'éligibilité :

- éléments de réglementation : éligibilité des investissements, règles de valorisation et mode de comptabilisation ;

► règles internes : éligibilité des émetteurs et contreparties et des produits

La politique d'investissement est validée par le Directoire de PREPAR-VIE (entité dominante du groupe PREPAR ASSURANCE), en Comité de Direction.

Les décisions d'allocation stratégique sont prises après consultation de plusieurs Comités, pour PREPAR-VIE, il s'agit du processus principal intervenant dans la gestion Actif-Passif et le risque de liquidité. Celui-ci est détaillé dans la politique de gestion des risques d'investissements.

Ce processus peut se synthétiser ainsi :

1. Direction des Investissements propose une allocation d'actif par cantons.
2. Direction ALM/Risques fait les analyses de gestion actif-passif nécessaires.
3. Fonction clé gestion des risques revoit l'allocation en s'assurant de la cohérence de cette allocation avec les études réalisées, réalise des études complémentaires si nécessaire et émet un avis.
4. Présentation de l'allocation au Comité Stratégie Finance du Groupe BRED pour avis.
5. Présentation au Directoire et fonction clé gestion des risques pour prise de décision.

Les décisions d'allocation tactique et de picking sont prises par le Directeur des investissements dans le cadre de la politique des investissements.

Le reporting financier est présenté par le service des Risques au Comité des Risques et de la Solvabilité et au Directoire de PREPAR-VIE.

B.3.2. EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE (ORSA)

Le processus ORSA mis en place par PREPAR ASSURANCE permet de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité dans le cadre de son système de gestion des risques. Ce processus fait l'objet d'une politique écrite, validée par l'AMSB.

En premier lieu, la fonction Gestion des risques pilote ce processus. Ainsi, elle participe à l'établissement des scénarii prospectifs et des sensibilités à mener sur le ratio de couverture du SCR. Elle définit le profil d'adéquation de PREPAR ASSURANCE avec la formule standard et elle établit le besoin global de solvabilité de la société. Dans ce but, la fonction Gestion des risques dispose des études réalisées au cours de l'année au sein de la Direction ALM et Risques, ainsi que des études réalisées notamment par la Direction Technique et Juridique et présentées lors du Comité des Risques Groupe.

Les hypothèses utilisées pour les scénarii prospectifs et les résultats sont ensuite discutés et validés par le Directoire. Celui-ci peut également demander des scénarii complémentaires, notamment en fonction de l'appétence au risque de la société.

Dans le cadre de son évaluation interne PREPAR ASSURANCE donne une analyse de chaque risque important identifié, des éléments de maîtrise de risque de celui-ci et de son évaluation.

Cette évaluation est réalisée périodiquement, a minima une fois par an, et chaque fois que le profil de risque de la société pourrait être sensiblement modifié. Ainsi, des situations inhabituelles, telles qu'une forte variation des données économiques ou le développement d'une nouvelle activité par exemple, peuvent déclencher la réalisation d'un ORSA ad-hoc. Son déclenchement est décidé conjointement par la fonction Gestion des risques et le Directoire.

Le processus ORSA donne lieu à rédaction d'un rapport, présenté et discuté au Conseil de Surveillance puis approuvé par celui-ci et communiqué à l'ACPR. Ce rapport précise comment les risques significatifs auxquels l'entreprise est exposée sur la durée de vie de ses engagements d'assurance et de réassurance ont été pris en compte dans l'expression de son Besoin Global de Solvabilité.

En 2020, après analyse de son profil de risque, PREPAR ASSURANCE conclut qu'il n'existe pas de décalage majeur entre ce profil et les hypothèses sous-jacentes à l'établissement de la formule standard du calcul du besoin en fonds propres, ce qui justifie l'utilisation de cette formule standard l'évaluation du besoin en fonds propres de la compagnie.

Enfin, au sein de cette évaluation, PREPAR ASSURANCE réalise une étude de projection de ses besoins en fonds propres, en scénario central et en scénarii de stress, afin de s'assurer du maintien de la couverture de l'exigence réglementaire de capital (le SCR) ou d'envisager des solutions de retour de cette couverture au niveau défini dans l'appétence aux risques.

B.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

LE DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

PREPAR ASSURANCE dispose de plusieurs entités distinctes :

- ▶ **un service Risques** chargé d'établir la cartographie des risques et de mettre en place un outil d'analyse et de pilotage de ces risques.
- ▶ **un service de la Conformité** chargé de valider la conformité des pratiques et des produits ;
- ▶ **un Audit interne** chargé de missions de contrôles périodiques (voir à ce propos le point B.5) ;
- ▶ **un service Contrôle Permanent** en charge des contrôles de 2^{ème} niveau pour l'ensemble des processus et d'accompagner les pilotes de processus dans l'évolution de leurs procédures. Le service Contrôle Permanent établit la cartographie des risques LCB FT et garantit par ailleurs la bonne exécution du dispositif anti-blanchiment dont il est un acteur essentiel.

Le service Conformité et le service Contrôle Permanent sont rattachés au membre du Directoire en charge du Secrétariat Général. Le service Risques dépend du membre du Directoire en charge de l'ALM et des Risques.

Le dispositif de Contrôle Interne incluant la Gestion des risques, la Conformité et le Contrôle Permanent a pour objectif de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de PREPAR ASSURANCE et les risques d'erreurs ou de fraudes en particulier dans les domaines comptable et financier.

Cette organisation permet :

- ▶ d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion et les opérations effectuées ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de PREPAR ASSURANCE par les organes sociaux, par les lois et règlement applicables et par les valeurs normes et règles internes à PREPAR ASSURANCE ;
- ▶ d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion qui sont communiquées aux organes sociaux, autorités et organismes extérieurs reflètent avec sincérité l'activité et la situation de PREPAR ASSURANCE.

B.4.1. LE CONTROLE PERMANENT

LES MOYENS TECHNIQUES

Le Contrôle Permanent de l'entité dispose d'outils pour exercer sa mission tels que :

- ▶ corpus de procédures métier,
- ▶ requêtes,
- ▶ environnement technique dédié,

- cartographie des risques,
- supports logistiques ou méthodologies de la BRED BP.

REFERENCES REGLEMENTAIRES

Outre le Code des assurances ou le Code monétaire et financier, le dispositif de Contrôle Permanent PREPAR ASSURANCE est régie à la fois par la Charte du Contrôle Permanent de la BRED Banque Populaire, et par le cadre réglementaire de consolidation des risques fixé par la BRED BP.

PREPAR ASSURANCE respecte par ailleurs les recommandations émises par la FFA ainsi que les positions, recommandations et normes produites par l'Autorité de Contrôle Prudentielle et de Résolution.

LIENS AVEC LES DIFFERENTES DIRECTIONS DE CONTROLE DE LA BRED

Le Contrôle Permanent de PREPAR effectue sa mission en partenariat avec le service Contrôle Permanent Opérationnel de la BRED qui assure un soutien logistique et méthodologique transversal à toutes les filiales et filières de contrôle, la cellule anti-blanchiment de la BRED et la cellule en charge des contrôles comptables des filiales.

Un point régulier avec la cellule de coordination des filiales est effectué avec compte rendu.

ORGANISATION GENERALE : LES CONTROLES

Les risques cartographiés par le service Risques font l'objet de dispositifs de maîtrise décrits dans toutes les procédures dont les procédures administratives et comptables.

Pour chaque risque, le dispositif se compose de plusieurs niveaux de contrôles superposés :

- le 1^{er} niveau est assuré par le personnel opérationnel ou hiérarchique selon les modes opératoires.
- le 2^{ème} niveau est assuré par le Contrôle Permanent.
- le 3^{ème} niveau relève du contrôle périodique et est assuré par l'Inspection Générale de la BRED ou de la BPCE ou par l'Autorité de Contrôle.

B.4.2. LA VERIFICATION DE LA CONFORMITE

Le service Conformité exerce son activité à travers trois axes d'intervention :

- veille réglementaire ;
- conformité des dispositifs ;
- conformité documentaire et d'opérations.

En matière de sécurité financière le service Conformité a pour mission de :

- élaborer et mettre à jour les notes d'application et s'assurer de leur diffusion à l'ensemble des collaborateurs de l'établissement,
- compléter les formations délivrées aux personnels par des actions de sensibilisation (notamment pour les nouveaux entrants).

Par ailleurs, le service Conformité établit la cartographie des risques de non-conformité. Cette cartographie devient un sous-ensemble de la cartographie générale pilotée dans sa globalité par le service Risques.

Le service Conformité veille à la bonne couverture au sein des procédures métier des risques de non-conformité en exerçant un droit de regard avant diffusion.

Le service Conformité publie chaque année un Rapport d'adéquation dans lequel elle évalue la prise en compte des risques de non-conformité par les dispositifs mis en place (couverture et efficience).

Le service Conformité valide les documentations publicitaires et réglementaires.

Enfin, le service Conformité émet un avis préalable de conformité lors d'adjonctions de nouveaux supports d'investissement.

B.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE

Les règles de gouvernance issues du dispositif Solvabilité II et transposées dans le Code des assurances ont amené PREPAR ASSURANCE à désigner, au niveau groupe, un Responsable de l'Audit Interne, dans le respect des conditions fixées par l'article 271 du règlement délégué.

Ce responsable, Julien ESPIE, appartient à l'Inspection Générale de la BRED. Cette désignation lève de fait le problème du cumul de la fonction audit interne avec une autre fonction. Cette fonction est exercée d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles.

Le périmètre des audits comprend toutes les activités de PREPAR ASSURANCE.

Le responsable de la fonction clé « Audit Interne » propose le plan d'audit, validé et éventuellement complété par l'AMSB. La mission consiste donc à la réalisation des audits planifiés et à la production des livrables au sens Solvabilité II.

Par ailleurs sur demande de l'AMSB, des missions d'audit interne thématiques ou ponctuelles peuvent être planifiées.

Les conclusions et recommandations de l'audit interne, ainsi que les propositions d'actions découlant de chacune d'entre elles, seront communiquées à l'AMSB de PREPAR ASSURANCE.

Le responsable de l'Audit Interne opère sous la responsabilité ultime de l'AMSB, auquel il rend compte. Le responsable de l'Audit Interne peut communiquer de sa propre initiative avec tout membre du personnel ; il dispose de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires et peut accéder sans restriction à toutes les informations pertinentes dont il a besoin pour exercer ses responsabilités.

Le responsable de l'Audit Interne signale immédiatement à l'AMSB, tout problème majeur relevant de son domaine de responsabilité.

LES ACTEURS DE CE DISPOSITIF SONT :

LE RESPONSABLE D'AUDIT INTERNE

- ▀ établit, met en œuvre et garde opérationnel le plan d'audit annuel et pluriannuel,
- ▀ communique le plan d'audit à l'AMSB,
- ▀ émet des recommandations,
- ▀ établit un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations ;

LE COMITE D'AUDIT INTERNE

- ▀ approuve le rapport d'audit,
- ▀ priorise les recommandations,
- ▀ décide de réalisation d'audits complémentaires ;

L'AMSB

- ▀ veille à ce que les actions issues des audits soient menées à bien.

En 2021, les thématiques suivantes, présentées dans le plan pluriannuel d'audit ont été couvertes :

PREPAR ASSURANCE :

- Gestion des contrats (Indemnisations et gestions de sinistres),
- LAB-FT,
- Conformité (Fraude interne et externe),
- Gestion des investissements et activités financières,
- Dispositif de contrôle permanent des risques (hors dispositif lié à la fraude, au LCB-FT et à l'activité financière).

Déléataires de gestion : BRED Successions, CBP, L'uxor (audit réalisé en collaboration avec le cabinet Mazars et appuyé des contrôles réalisés par les CAC de PREPAR).

B.6. FONCTION ACTUARIELLE

Comme pour la fonction « Audit Interne », PREPAR ASSURANCE a désigné au niveau Groupe un Responsable de la fonction Actuarielle : Anh-Vu BUI, Responsable des risques de modèles, bilan et assurance de la BRED.

Son action comporte plusieurs aspects :

- rédaction d'un rapport actuariel (intervention du cabinet Fixage selon les dispositions réglementaires),
- participation aux Comités PREPAR (Comité de gestion, CORIFISO, Comité de Pilotage des risques), BRED (Comité des Marchés Financiers et Comité Stratégique Finance) et BPCE (Comité de Suivi des risques assurance) traitant des risques actuariels, financiers et de solvabilité,
- analyse contradictoire des investissements, que ce soit pour les nouveaux investissements au-delà d'un certain seuil ou pour la revue annuelle des limites,
- participation à des ateliers de veille, par exemple organisés par BPCE sur l'ORSA et sur les stress tests.

D'autres actions initiées précédemment font l'objet d'un suivi :

- suivi régulier des risques du fonds Eurocroissance,
- définition d'un indicateur d'appétit aux risques présentant les richesses économiques disponibles après stress test marché.

Les travaux réalisés par la Fonction Actuarielle sont présentés en Conseil de Surveillance.

B.7. SOUS-TRAITANCE

Le contrôle des prestations confiées à des prestataires et la conservation, par PREPAR ASSURANCE, de la maîtrise des opérations sous-traitées font l'objet de sa politique Sous-traitance et externalisation, révisée annuellement et validée en Conseil de Surveillance.

GOUVERNANCE

S'agissant des activités ou Fonctions opérationnelles Importantes ou Critiques (FIC) au sens du Code des assurances, le service Conformité met en place un dispositif de suivi ad hoc. Le contrôle de la sous-traitance et de l'externalisation s'organise en trois étapes :

- les contrôles de premier niveau menés par les fonctions internes, responsables des tâches sous-traitées. Ces contrôles sont définis de manière ad hoc par les équipes internes et sont effectués au fil de l'eau,
- les contrôles de deuxième niveau réalisés par le contrôle permanent,

- les contrôles de troisième niveau, pouvant être réalisés, par la fonction Audit Interne.

IDENTIFICATION ET APPRECIATION

Le service Conformité identifie les activités déléguées. Celles-ci font l'objet d'une communication, sous la forme d'un tableau de synthèse, au moins annuellement à destination de l'AMSB.

Sur la base des dispositions réglementaires et d'appréciation interne du risque, le niveau de criticité (FAIBLE, MOYEN ou FORT) des activités déléguées est apprécié, au moins annuellement, et de manière collégiale par le Contrôle Permanent et les Risques.

Si une activité ou une Fonction Importante ou Critique (FIC) fait l'objet d'une délégation, le service Conformité en informe le superviseur, dans les délais réglementaires. Les fonctions clé sont qualifiées, de fait, comme des activités ou fonctions importantes ou critiques.

FORMALISATION DU SUIVI

Les contrôles conduisent :

- à un reporting du métier au Contrôle Permanent, s'agissant des contrôles de premier niveau ;
- à un reporting par le contrôle permanent, qui intègre le suivi des remarques formulées aux sous-traitants et présenté au comité d'audit ;
- à un audit régulier par l'Audit Interne de sorte à s'assurer que le niveau de maîtrise chez le délégataire / prestataire est équivalent à celui attendu chez PREPAR-VIE. Le cas échéant, des alertes sont lancées et un plan de remédiation est attendu du délégataire / prestataire. Ce plan fait l'objet d'un suivi par la fonction clé Audit interne.

SOUS-TRAITANCE D'ACTIVITES ET DE FONCTIONS IMPORTANTES OU CRITIQUES EN 2021 :

- la gestion des contrats Assurance des Emprunteurs de PREPAR ASSURANCE,
- la fonction actuarielle externalisée auprès du responsable de l'analyse transversale des risques assurances de la BRED,
- la fonction Audit Interne externalisée auprès d'un inspecteur de l'Inspection Générale de la BRED.

B.8. EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE

PREPAR ASSURANCE a mis en place un système de gouvernance qui lui paraît adapté à son profil de risque d'une société d'assurance-vie commercialisant principalement des produits d'épargne, et soumis en premier lieu à un risque de marché conséquent.

Ce système repose notamment sur une comitologie dense, favorisant les échanges efficaces entre les différentes Directions, le tout étant synthétisé lors du Comité des Risques Groupe.

Par ailleurs, ce système repose sur un corpus de politiques écrites, conformément à la réglementation, validées en Conseil de Surveillance et revues périodiquement.

B.9. AUTRE INFORMATION IMPORTANTE RELATIVE AU SYSTEME DE GOUVERNANCE

PREPAR ASSURANCE n'a pas identifié d'informations relatives à son système de gouvernance complémentaires à ce qui a été décrit dans les sections précédentes.

C. PROFIL DE RISQUE

L'exposition des sociétés d'assurances aux différents risques est exprimée quantitativement par le Capital de Solvabilité Requis (ou SCR). Cet indicateur correspond au capital que doit posséder la société d'assurance afin de limiter sa probabilité de ruine à 0,5 % par an. Il est calculé selon la formule standard de la réglementation Solvabilité II, comme l'agrégation de différents modules de risques.

Or, PREPAR ASSURANCE commercialise principalement des contrats d'épargne. A ce titre, elle est soumise majoritairement à un risque de déséquilibre actif-passif. Elle réalise donc un suivi approfondi des :

- risques liés à la volatilité des marchés d'actifs,
- risques liés au défaut ou à la dégradation de la qualité crédit d'un émetteur,
- risques liés au défaut de maîtrise dans la gestion actif-passif.

L'ensemble de ces risques est abordé dans la formule standard au sein du module « risque de marché », dont l'évaluation est la plus forte.

PREPAR ASSURANCE est également soumis au risque de souscription, principalement au sous-risque de rachat dans le cadre des contrats d'épargne et de prévoyance, ainsi qu'à des risques décès ou survie dans le cadre des contrats de prévoyance.

Le tableau ci-dessous présente les grands modules de risques constitutifs du Capital de Solvabilité Requis (SCR) de la formule standard, au 31/12/2021 et au 31/12/2020 :

En millions d'euros	2021	2020	Variation	Variation 2021/2020
Risque de marché	397,9	380,5	17,4	5 %
Risque de contrepartie	26,7	14,9	11,8	79 %
Risque de souscription Vie	128,1	93,6	34,5	37 %
Risque de souscription Non-Vie	13,0	11,9	1,0	8 %
Risque de souscription Santé	40,6	33,4	7,2	21 %
Risque opérationnel	36,6	32,6	4,0	12 %

Les paragraphes suivants décrivent ces principaux modules de risques.

C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION

C.1.1. DESCRIPTION ET EVALUATION DU RISQUE

Le risque de souscription résulte de la différence entre les prestations prévues en moyenne et les prestations réellement survenues, du fait de l'évolution des rachats des assurés, de la mortalité (ou au contraire de la longévité) ou bien encore des frais générés par la gestion des contrats.

Pour les contrats d'épargne de PREPAR-VIE, les impacts les plus forts sont celui d'une augmentation des frais générés par la gestion des contrats et celui d'une modification du comportement des assurés et donc d'une évolution défavorable des taux de rachat. En matière de prévoyance, ce sont les risques d'incapacité/invalidité et de rachat qui sont prépondérants.

Pour chacun des sous-risques de souscription, la formule standard donne un choc que l'assureur doit appliquer à son portefeuille de contrats afin d'évaluer le risque.

RISQUE DE RACHAT :

- Pour des contrats d'épargne, ce risque traduit l'impact qu'une variation dans le comportement de rachat des assurés peut avoir sur les investissements et produits financiers futurs, ayant à leur tour un impact sur le comportement de rachat futur des assurés. Selon la situation actuelle (conditions de marché, structure du portefeuille de contrats, fiscalité...), le portefeuille peut être sensible à une hausse ou au contraire à une baisse des taux de rachat. La formule standard demande également de tester l'impact d'un rachat massif instantané (correspondant à un taux immédiat de 40 %).
- Pour des contrats emprunteurs en prévoyance, ce risque correspond au remboursement anticipé du crédit immobilier.

RISQUES DE LONGEVITE/MORTALITE : ces risques sont complémentaires l'un de l'autre, ils correspondent à une mauvaise estimation de la mortalité au moment de l'établissement du tarif. En fonction de la situation du contrat d'épargne (âge de l'assuré, fiscalité), celui-ci peut être soumis au risque de mortalité ou bien au risque de longévité. Dans le cadre de rentes en services, c'est le risque de longévité qui est prépondérant.

RISQUE D'INCAPACITE/INVALIDITE : il s'agit du risque d'augmentation de l'entrée ou du maintien en incapacité/invalidité. Ce risque est très fort pour les contrats d'assurance emprunteur.

RISQUE DE FRAIS : il s'agit du risque d'augmentation des coûts engendrés pour l'assureur par la gestion des contrats d'assurance.

RISQUE CATASTROPHE : il correspond à une surmortalité sur l'ensemble des produits d'assurance (épargne et prévoyance) pouvant survenir, par exemple, lors d'une pandémie.

Par ailleurs, le risque de souscription des contrats d'épargne est renforcé par l'existence de garanties de taux sur des contrats anciens. En effet, ces garanties obligent l'assureur à une rémunération minimale qui le met d'autant plus en risques. Cet effet est toutefois limité sur le portefeuille de PREPAR-VIE puisque le taux garanti net moyen pondéré s'est élevé à 0,15 % au titre de 2021 contre 0,18 % en 2020.

Pour ce qui concerne PREPAR-IARD, la correspondance entre les activités et les catégories de « métiers » sous la nomenclature Solvabilité II est la suivante :

Branche sociale	« Ligne de métier »	Risque de passif
Décès Accidentel (sauf Individuelle accident)	2 – Assurance de Protection du Revenu	Santé
Arrêt de Travail (ITT)	2 – Assurance de Protection du Revenu	Santé
Arrêt de Travail (Santé)	1 – Assurance des Frais Médicaux	Santé
Pertes Pécuniaires	12 – Pertes Pécuniaires Diverses	Souscription Non-Vie

Des sous-modules de risques composent les modules de risques Santé et Souscription Non-Vie :

- le risque de prime et de provisionnement qui représente principalement le risque d'une sinistralité effective supérieure au tarif appliqué a priori ;
- le risque catastrophe qui représente le risque qu'un accident de masse puisse affecter le portefeuille assuré.

Les caractéristiques des risques couverts par PREPAR-IARD génèrent une volatilité du risque de souscription très différente selon l'activité, mais maîtrisée au niveau agrégé.

Au 31/12/2021, les risques de souscription se décomposent de la façon suivante :

En millions d'euros	2021	2020	Variation	Variation %
Risque de souscription Vie	128,1	93,6	34,5	37 %
Risque de souscription Non-Vie	13,0	11,9	1,0	8 %
Risque de souscription Santé	40,6	33,4	7,2	21 %

L'ensemble de ces trois risques représente 28 % de la somme des composantes du SCR (y compris prise en compte du risque opérationnel).

La forte progression du risque souscription Vie provient de la hausse du sous-risque frais à la suite de l'augmentation des coûts unitaires, la proportion de ce sous-module est de 55 %. Le sous-risque de rachat contribue quant à lui à la hauteur de 24 % au risque de souscription Vie.

Le risque de santé continué à progresser liée au développement du périmètre de l'assurance emprunteur.

Le risque de souscription Non-Vie progresse du fait de la composante de primes prévisionnelles, plus élevée que celle de 2020.

C.1.2. CONCENTRATION DU RISQUE

La concentration du risque de souscription est relativement limitée dans la mesure où la répartition du portefeuille de contrats est diluée sur un grand nombre de personnes assurées : au 31 décembre 2021, PREPAR ASSURANCE commercialise environ 240 000 contrats d'épargne, pour un encours total de 7,3 milliards d'euros et 647 000 contrats de prévoyance.

Toutefois, la concentration géographique du portefeuille assuré est une contrainte que PREPAR ASSURANCE ne peut négliger. L'implantation commerciale de la BRED, principal canal de distribution des produits de prévoyance, est en effet réduite à l'Ile-de-France, la Normandie et les départements et territoires d'outre-mer.

C.1.3. ATTENUATION DU RISQUE

Les risques de souscription, sur le périmètre de la prévoyance de PREPAR ASSURANCE, sont réduits par des couvertures de réassurance.

En matière de stratégie de réassurance, les principaux critères de décision sont :

- la connaissance du risque, autrement dit l'ancienneté du produit, le type de risque couvert et le profil des assurés ;
- la réduction de la volatilité du résultat technique, obtenue par une mutualisation suffisante ;
- le poids du produit dans le résultat global de l'activité prévoyance.

Ce risque doit être relativisé par le fait que PREPAR ASSURANCE ne commercialise pas de contrats de prévoyance collectifs (de type groupe « fermé »), contrats couvrant potentiellement un grand nombre d'assurés sur un site unique (entreprise, moyen de transport, etc.).

La maîtrise des risques est réalisée au moyen d'indicateurs produits sur une base régulière :

- mesure des délais de règlement des créances ;

- mesure de l'effet des arrangements de réassurance sur des indicateurs de performance tels que le résultat ;
- mesure de l'effet des arrangements de réassurance sur le capital de solvabilité requis ;
- notation et solvabilité des réassureurs.

Une revue conjointe des risques de réassurance est réalisée lors du Comité des Risques Groupe, par la Direction Technique et par la Direction ALM et Risques et permet de s'assurer de l'efficacité de la couverture de réassurance. La décision en matière de renégociation de traités est prise par le Directoire.

C.1.4. SENSIBILITE AU RISQUE

PREPAR-VIE réalise à la fois des études récurrentes et des études ponctuelles de sensibilité sur des éléments influant le risque de souscription. Au 31/12/2021, trois études de sensibilité ont été menées sur les sous-modules de risques les plus importants :

- une hausse des rachats de 100bp permettant d'estimer l'impact d'un maintien plus long des assurés en portefeuille ;
- une hausse des coûts unitaires de 10 % permettant d'évaluer l'impact d'une augmentation pérenne des frais sur le portefeuille.
- une baisse des rachats de 100bp permettant d'estimer l'impact d'un maintien plus long des assurés en portefeuille.

Dans ces deux cas, l'ensemble des calculs de Best Estimate et de SCR ont été effectués en intégrant ces hypothèses. Les impacts en termes de ratio de couverture sont les suivants :

Impact sur le ratio de couverture	
Baisse de rachats de 100bp	+2 points
Hausse de rachats de 100bp	+1 point
Hausse des frais de 10 %	-11 points

PREPAR-IARD est en capacité de réaliser des études de sensibilité à différentes hypothèses en matière de primes futures, sinistralité future ou encore réassurance.

C.2. RISQUE DE MARCHE

C.2.1. DESCRIPTION ET EVALUATION DU RISQUE

Le portefeuille d'actifs de PREPAR ASSURANCE est diversifié de façon à faire face aux problématiques de gestion ALM spécifiques à une entité commercialisant principalement des contrats d'Épargne. En conséquence, PREPAR ASSURANCE est fortement soumise au risque de marché et plus particulièrement aux sous-risques de taux, action, immobilier et spread.

Pour chacun des sous-risques de marché, la formule standard donne un choc que l'assureur doit appliquer à son portefeuille d'actifs afin d'évaluer le risque à la fois sur l'actif et sur le passif en vertu de la gestion ALM de ces contrats. En effet, tout choc sur l'actif a des répercussions sur le passif des contrats d'épargne par le biais de la Participation Aux Bénéfices distribuée aux assurés.

RISQUE DE TAUX : ce risque est engendré par une modification de la courbe des taux d'intérêt, à la hausse ou à la baisse. Il impacte à la fois la valeur de marché des actifs de taux détenus en portefeuille et la valeur des contrats d'assurance estimée de façon « économique ». Depuis 2016, en raison du niveau structurellement bas des courbes de taux, les portefeuilles d'épargne sont majoritairement sensibles à la baisse des taux.

RISQUE ACTION : ce risque est estimé par différents chocs appliqués sur les titres de cette classe d'actifs, en fonction du type d'actifs : actions cotées, actions non cotées, infrastructure, private equity... A noter que la formule standard propose l'application d'une mesure transitoire sur ces actifs, permettant de lisser sur 7 ans (à partir de la date d'entrée en vigueur de la norme Solvabilité II, à savoir le 1er janvier 2016) les chocs du risque action. PREPAR ASSURANCE avait choisi d'appliquer cette mesure transitoire pour le périmètre des actions cotées de son portefeuille. Toutefois, du fait du faible impact de cette mesure sur les résultats du 31/12/2018, PREPAR ASSURANCE a décidé de ne plus appliquer cette mesure à compter de l'exercice 2019.

RISQUE IMMOBILIER : ce risque est estimé à partir d'un choc appliqué sur les actifs immobiliers.

RISQUE DE SPREAD : ce risque représente les conséquences de la dégradation de la notation de l'émetteur d'un titre de taux. Des chocs différents en fonction de la notation et de la durée des titres en portefeuille sont appliqués à leur valeur de marché.

RISQUE DE CHANGE : un choc est appliqué sur les positions en devises du portefeuille d'actifs. PREPAR ASSURANCE ne possède pratiquement pas de positions de change sur ses titres en direct ; en revanche, PREPAR ASSURANCE est exposé à ce risque via les fonds détenus qu'il se doit de transcrire.

RISQUE DE CONCENTRATION : ce risque est lié à la détention d'une proportion trop forte de titres provenant d'un même émetteur. Une bonne diversification du portefeuille permet de le limiter.

Focus sur PREPAR-VIE :

L'allocation stratégique est guidée par le respect des grands équilibres actif-passif. Cette gestion veille, notamment par l'utilisation de "stress tests", à ce que :

- le risque afférent aux actifs de diversification soit couvert, avec une probabilité forte, par des réserves de lissage (Provision pour Participation aux Excédents, qui atteint plus de 270 millions d'euros soit environ 5,21 % des provisions mathématiques), celles-ci permettant également de compenser les effets de la baisse des taux d'intérêt sur le taux servi au client,
- la liquidité du Fonds EURO soit assurée à la fois par une adéquation des flux d'actif et de passif, et par un niveau d'actif liquidable pour couvrir un rachat de masse ;
- la durée de l'actif soit congruente avec celle du passif selon des scénarii de chocs.

L'actif est principalement investi en produits de taux, afin d'assurer à la fois stabilité du portefeuille et permanence du rendement. Une dynamisation modérée de l'actif est recherchée par une diversification des investissements en immobilier, actions et produits assimilés, afin d'offrir un surcroît de rémunération sur le moyen-long terme.

Le dynamisme de la gestion taux permet de maintenir un rendement actuariel relativement résistant de la poche, malgré un contexte de taux d'intérêt bas. Ainsi, au 31/12/2021, le taux de rendement actuariel du portefeuille taux s'élève à 2,23 %.

La qualité des placements obligataires se traduit par la constitution d'un portefeuille composé dans sa grande majorité (environ 93 %) d'émetteurs notés "Investment Grade" (BBB ou plus). Le rating moyen du portefeuille de taux est BBB+.

Le risque de marché représente 68 % de la somme des composantes du SCR (y compris prise en compte du risque opérationnel). Les sous-risques les plus importants sont le risque action (41 % du SCR de marché avant diversification) et le risque de spread (32 % du SCR de marché avant diversification).

Toujours sur PREPAR-VIE, la projection du SCR de marché sur l'horizon de projection du business plan est stable.

En millions d'euros	2021 réalisé	2022 projeté	2023 projeté	2024 projeté
Risque de Marché	392,9	396,3	385,7	382,3
<i>dont Risque de taux</i>	46,4	62,3	64,1	62,6
<i>dont Risque Actions</i>	191,4	201,5	183,1	174,6
<i>dont Risque Immobilier</i>	55,9	64,7	70,8	71,4
<i>dont Risque de Spread</i>	150,2	122,0	122,7	127,2
<i>dont Risque de concentration</i>	6,3	7,7	1,9	25,9
<i>dont Risque de change</i>	16,2	20,0	20,9	21,8
<i>dont Diversification</i>	-73,5	-82,0	-77,9	-101,4

C 2.2. CONCENTRATION DU RISQUE

Le risque de marché peut être renforcé par une insuffisance de diversification, à la fois entre les classes d'actifs et entre les titres au sein d'une même classe d'actifs.

En vertu des principes de la personne prudente, différentes règles sont appliquées chez PREPAR ASSURANCE afin de limiter toute concentration du risque :

- au vu de l'ensemble des éléments d'analyse, à la fois sur les actifs de taux et sur les actifs de diversification, une construction d'allocation stratégique portant sur l'ensemble des poches du portefeuille, est proposée par la Direction des Investissements de PREPAR ASSURANCE dans le respect de la politique des investissements ;
- la Direction des Investissements de PREPAR ASSURANCE implémente tactiquement les décisions d'allocation stratégique.

C 2.3. ATTENUATION DU RISQUE

Par ailleurs, une technique naturelle d'atténuation réside dans la bonne diversification des actifs détenus, aussi bien par classes d'actifs, que par émetteurs, zones géographiques...

Aussi PREPAR-VIE dispose-t-elle d'un tableau de bord trimestriel présentant :

- les répartitions d'actifs par classe d'actifs,
- la répartition des actifs souverains par pays,
- la répartition des actifs de taux par ratings,
- un zoom sur les principales contreparties,
- etc...

Chaque élément du tableau de bord présente un seuil ou une limite selon les cas. Un dépassement du seuil ou de la limite est signifié au Directoire, auquel est envoyé le tableau de bord trimestriellement. Celui-ci prend alors les décisions les plus adaptées au franchissement constaté.

En 2021 PREPAR-VIE continue à se couvrir contre le risque de baisse de marché action. La couverture par TRS initié en 2019 a été abandonnée au profit d'une stratégie put spread.

C 2.4. SENSIBILITES AU RISQUE

PREPAR ASSURANCE réalise régulièrement des études de sensibilité aux paramètres économiques, notamment dans le cadre de l'ORSA ou de stress tests réalisés pour la BPCE. Il s'agit d'impacts :

- ▮ de chocs de taux, à la baisse ou à la hausse,
- ▮ de chocs sur les actions,
- ▮ de chocs sur les actifs de diversification (pris dans leur globalité),
- ▮ de chocs sur les niveaux de spreads,
- ▮ de chocs sur l'immobilier,
- ▮ de chocs combinés sur les éléments précédents.

Le calibrage des chocs est revu à chaque étude, en fonction des conditions économiques du moment. Ces études sont réalisées soit en instantané, soit dans le cadre de projections du Plan Moyen Terme sur un horizon minimum de trois ans.

Par ailleurs, les sensibilités suivantes ont été réalisées au 31/12/2021 sur les sous-modules de risques les plus importants :

- ▮ une baisse des taux de 25bp, traduisant une translation de la courbe de taux utilisée à la fois pour valoriser l'actif et déterminer la meilleure estimation du passif ;
- ▮ une baisse des actions de 25 % ;
- ▮ un choc sur les spreads de +25bp sur les titres d'Etat et +50bp sur les corporate.

Impact sur le ratio de couverture	
Baisse des taux de 25bp	-18 Pts
Baisse des actions de 25 %	-13 Pts
Hausse des spreads (+25bp Etat / +50bp Corporate)	-15 Pts

PREPAR-VIE est sensible à ces trois risques.

C.3. RISQUE DE CREDIT

C 3.1. DESCRIPTION ET EVALUATION DU RISQUE

Le risque de crédit recouvre deux types de risques : le risque de spread lié aux investissements en titres obligataires et le risque de contrepartie lié au risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses engagements. Le risque de spread a été présenté dans le paragraphe précédent. Le risque de contrepartie est défini comme la perte totale enregistrée sur une opération à la suite d'une défaillance d'une contrepartie. Pour PREPAR ASSURANCE, ce risque porte sur :

- ▮ l'exposition aux réassureurs,
- ▮ les dépôts de cash,
- ▮ les prêts de titres,
- ▮ les créances.

Le risque de contrepartie est globalement limité pour PREPAR ASSURANCE : il représente 4 % de la somme des composantes du SCR y compris prise en compte du risque opérationnel.

C 3.2. CONCENTRATION DU RISQUE

Différents éléments permettent de limiter la concentration du risque. Des limites par signature ont été mise en œuvre lors de la révision de la politique des investissements.

C 3.3. ATTENUATION DU RISQUE

L'exposition aux réassureurs est atténuée au sein du module de calcul du risque de contrepartie par la prise en compte des titres mis en nantissement par les réassureurs.

De même, les prêts de titres sont couverts par des actifs mis en sur-collatéralisation. La sur-collatéralisation est suivie périodiquement à chaque remboursement de titre prêté ou de titre mis en collatéral afin de respecter un seuil de sur-collatéralisation de 125 %, niveau pour lequel le risque de contrepartie calculé selon la formule standard est nul.

C 3.4. SENSIBILITES AU RISQUE

Compte tenu de sa faible significativité au sein de son SCR global, PREPAR ASSURANCE ne réalise pas d'études systématiques sur le risque de crédit. En revanche, PREPAR ASSURANCE peut être amené à réaliser ponctuellement des études de sensibilité sur ce poste, notamment en cas de développement d'une nouvelle réassurance ou d'une évolution sur les prêts de titres.

C.4. RISQUE DE LIQUIDITE

C 4.1. DESCRIPTION, EVALUATION DU RISQUE ET SENSIBILITE AU RISQUE

Le risque de liquidité n'est pas directement pris en compte dans la formule standard de calcul du SCR. Il fait donc l'objet d'études annexes.

Le risque de liquidité représente l'incapacité de l'assureur à faire face à un flux inhabituel de prestations et donc à une incapacité de vendre des actifs dans un délai raisonnable.

Au quotidien, PREPAR ASSURANCE suit son risque de liquidité par le biais de sa trésorerie : les flux d'entrée et de sortie en portefeuille sont suivis quotidiennement et la situation de trésorerie fait l'objet d'un point hebdomadaire en Comité de Gestion Financière. PREPAR ASSURANCE s'assure également de la liquidité des titres dans laquelle il investit.

PREPAR ASSURANCE réalise également une étude prospective d'adéquation des cash-flows d'actif et de passif. Au 31/12/2021, les flux d'actifs, en tenant compte des OPCVM monétaires, permettent de couvrir naturellement les flux de sortie du passif jusqu'en 2046.

Afin d'évaluer ce risque dans des situations dites inhabituelles, une étude est réalisée trimestriellement sur l'analyse de la couverture des rachats de masse par l'actif liquidable.

C 4.2. CONCENTRATION ET ATTENUATION DU RISQUE

Les règles de dispersion des actifs et les règles d'allocation d'actifs limitent les possibilités d'investissement sur des actifs illiquides.

C 4.3. BENEFICE ATTENDU INCLUS DANS LES PRIMES FUTURES

Depuis 2020 PREPAR-VIE modélise des primes périodiques futures avec un TMG non nul dans ses calculs de Best Estimate sur les produits d'épargne. Ces primes ayant un TMG non nul des bénéfices futurs ne sont pas attendus.

C.5. RISQUE OPERATIONNEL

C 5.1. DESCRIPTION, EVALUATION DU RISQUE ET SENSIBILITE AU RISQUE

Le risque opérationnel représente 6 % de la somme des composantes du SCR (y compris prise en compte du risque opérationnel).

Le risque opérationnel est chiffré par la formule standard comme composante du SCR par une approche forfaitaire, globalisée. PREPAR ASSURANCE analyse en complément chacun de ces risques opérationnels avec une approche qualitative complétée par une approche quantitative afin de déterminer leur budget risque.

Le Comité Contrôle Permanent et risque procède à un suivi mensuel des risques opérationnels qui consiste en :

- le suivi du plan de contrôle,
- la relève des anomalies et insuffisances détectées,
- le suivi des recommandations formulées par l'ACPR, les fonctions-clés, l'audit interne et l'Inspection Générale de l'actionnaire et du groupe.

Un tableau de suivi des incidents opérationnels et pertes est alimenté en temps continu par la fonction clé Risque. Ces incidents sont remontés par les responsables opérationnels, responsables des processus, identifiés dans la cartographie des risques. La Direction des Risques peut également être sollicitée par les responsables opérationnels dans la qualification des incidents. Ce tableau fait l'objet d'une restitution, trimestriellement, établie par la fonction risque à destination du Directoire et de la Direction des risques de l'actionnaire.

PREPAR-VIE suit plus particulièrement les risques suivants :

- le risque de non-conformité,
- les risques liés aux achats et à l'externalisation,
- les risques liés à l'interruption d'activité et aux dommages aux actifs corporels,
- les risques liés au système d'information,
- les risques liés aux ressources humaines,
- les risques liés aux processus et à la qualité des données,
- les risques liés à la fraude.

Les risques de types « opérationnels » sont généralement évalués selon des méthodes qualitatives. Le principe général de ces méthodes est d'évaluer la vraisemblance du risque (en probabilité ou en fréquence) ainsi que son impact (financier, image ou juridique).

Ces évaluations se basent sur les entretiens réalisés dans les démarches « Top-down » et « Bottom-up ». Schématiquement l'évaluation du risque est alors donnée par la formule : *Risques = Vraisemblance x Impact*.

PREPAR-IARD délègue pratiquement toute la gestion des contrats de son portefeuille d'assurance tout en conservant la responsabilité finale de ses activités déléguées.

En fonction de sa criticité et pour chaque délégataire, un plan de contrôles est défini par les métiers en contrôle de niveau 1, par la Direction du Contrôle Permanent en contrôle de niveau 2.

En contrôle de niveau 3, des audits sont planifiés à l'issu desquels un rapport de contrôle est rédigé. Cette surveillance et ces contrôles spécifiques portent sur :

- la gestion administrative et d'intermédiation déléguées au sous-traitant ;
- la qualité, la disponibilité et la sécurité des données ;
- les respects des points de conformité ;
- la gouvernance et le système de contrôle interne ;
- le plan de continuité de l'activité et de reprise informatique.

Dans le cadre de son évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA), PREPAR ASSURANCE réalise une estimation quantitative des principaux sous-risques opérationnels et compare leur agrégation à la mesure directement issue de la formule standard.

Au 31/12/2020, le montant total estimé par PREPAR ASSURANCE restait inférieur à celui issu de la formule standard. L'étude portant sur 2021 sera réalisée au cours de l'exercice 2022.

C 5.2. CONCENTRATION ET ATTENUATION DU RISQUE

Le dispositif de maîtrise des risques opérationnels consiste en :

- la mise en place de procédures et de modes opératoires ;
- la formation des équipes internes sur les sujets générateurs de risques opérationnels ;
- la mise en place de contrôles de premier et deuxième niveau sur l'ensemble des opérations pouvant conduire aux risques listés supra ;
- le suivi et la quantification, le cas échéant, des incidents.

C.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS

Dans le cadre de son évaluation interne des risques et de la solvabilité, PREPAR ASSURANCE présente également les risques suivants comme des risques-dits importants.

C 6.1. LA DETENTION DE DETTES SOUVERAINES

Depuis la crise « des dettes souveraines », PREPAR-VIE intègre la défaillance d'un Etat dans ses études de risques. Ainsi, un état spécifique de suivi des positions sur dettes souveraines est publié trimestriellement dans le Tableau de Bord des Risques envoyé au Directoire. Ensuite, un calcul de risque souverain est réalisé annuellement et présenté dans le rapport ORSA de la compagnie.

Au 31/12/2021, PREPAR-VIE détient en direct pour 653 M€ de titres d'Etat et assimilés (titres comprenant une garantie d'Etat), sur un total obligataire de 4,2 Mds d'euros, soit 16 % de son encours obligataire.

C 6.2. LES RISQUES ESG

Ce sont les risques liés à une dépréciation des placements résultant d'enjeux Environnementaux, Sociaux ou de Gouvernance (ESG). Ils incluent le risque de changement climatique.

L'analyse ESG est pour PREPAR ASSURANCE un complément de l'analyse financière traditionnelle ; elle l'enrichit en apportant un éclairage sur des questions dont l'importance va croissante au sein du groupe. En effet, les enjeux ESG auxquels sont confrontés les émetteurs, selon la réponse qu'ils apportent, peuvent impacter leur capacité à produire, la valeur matérielle ou immatérielle de leurs actifs, et les exposer à des risques d'ordre réglementaire entraînant le paiement d'amendes ou de taxes.

Par ailleurs, la présence dans un portefeuille d'émetteurs ayant une gestion faible de ces enjeux, peut exposer PREPAR ASSURANCE à un risque de réputation vis-à-vis de ses assurés.

PREPAR ASSURANCE produit donc un rapport annuel contenant le suivi des risques selon les critères ESG d'une part et l'analyse du portefeuille selon des critères de transition énergétique et écologique selon deux axes : l'intensité des Gaz à effet de serre des activités des entreprises et l'implication des émetteurs dans la transition énergétique.

C 6.3. LES RISQUES STRATEGIQUES

PREPAR ASSURANCE considère également comme important un risque supplémentaire : le risque stratégique comprenant les sous-risques suivants :

- pilotage,
- environnement économique et réglementaire,
- image et réputation,
- développement.

La maîtrise de ce risque est assurée en grande partie par une gouvernance efficace.

C.7. AUTRES INFORMATIONS

PREPAR ASSURANCE n'a pas d'informations à communiquer sur son profil de risque autres que ce qui précède.

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité II, PREPAR ASSURANCE établit un bilan en normes prudentielles, dans lequel les actifs et les passifs sont valorisés en valeurs de marché. La différence entre ces actifs et ces passifs constitue les fonds propres prudentiels qui seront analysés dans le paragraphe suivant.

D.1. ACTIFS

En millions d'euros	Référence texte	Normes Prudentielles	Sociales	Ecart
Immobilisations incorporelles	D.1.1	0,0	3,6	-3,6
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	D.1.1	25,0	27,1	-2,1
Frais d'acquisition reportés	D.1.2	0,0	13,6	-13,6
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	D.1.3	7 455,7	6 727,3	728,4
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)		85,8	60,3	25,5
Actions		29,9	10,7	19,2
Obligations		4 245,3	3 891,4	353,9
Organismes de placement collectif		3 094,6	2 764,8	329,8
Produits dérivés		0,0	0,0	
Autres investissements		0,2	0,2	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	D.1.4	1 502,4	1 502,4	
Prêts et prêts hypothécaires	D.1.3	8,8	8,8	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	D.1.5	80,8	137,6	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	D.1.6	34,4	59,8	
Créances nées d'opérations de réassurance		12,8	12,8	
Autres créances (hors assurance)		6,7	6,7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27,1	27,1	
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus		17,9	1,4	
Total de l'actif		9 171,7	8 528,4	643,3

D.1.1. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DETENUES POUR USAGE PROPRE

Les immobilisations incorporelles comptabilisées en normes locales correspondent principalement à des logiciels et des licences de logiciels. Selon les règles de comptabilisation en normes Solvabilité II, ces immobilisations doivent être comptabilisées avec une valeur nulle.

Les immobilisations corporelles détenues pour usage propre correspondent à la partie d'immeuble détenue par PREPAR-VIE pour son usage d'exploitation. La valeur du bilan prudentielle correspond à la valeur de réalisation de cette partie d'immeuble.

D.1.2. LES PLACEMENTS

D.1.2.1. Méthodes de valorisation appliquées

Les placements sont évalués à leur valeur de réalisation :

Titres cotés

Le dernier cours coté est pris en considération. Cependant, en accord avec les Commissaires aux Comptes, si un titre à taux fixe n'est pas coté depuis plus de 3 mois, une valorisation mark to model (en fonction de la courbe de taux) est prise en considération. Cependant, afin que cette procédure ne soit utilisée qu'à titre exceptionnel, il est veillé à ce que la source de cotation soit la plus régulière possible.

Il est également loisible de demander à un intermédiaire de marché de faire coter le titre en fonction des règles de marché, à savoir dans le respect de la déontologie visant à la vérité des prix.

Titres non cotés (cas des Titres Négociables à Court et Moyen Terme, BMTN, EMTN à caractéristiques BMTN)

Pour les Titres Négociables à Court et Moyen Terme, la valorisation est celle du bid affiché.

Pour les BMTN et les EMTN à caractéristiques BMTN, la valorisation est le « bid » du valorisateur garant de la liquidité. Lorsque celui-ci ne fournit qu'un prix « mid », ce prix est pris en considération mais diminué de la moitié de la fourchette « bid-offer » prévue dans la lettre de liquidité.

Autres titres non cotés

La réglementation prévoit que ces titres soient retenus pour leur valeur vénale correspondant au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise.

OPCVM et autres fonds

Est retenu le dernier prix de rachat publié.

Immeubles et parts des sociétés immobilières (SCPI)

Ils sont valorisés sur la base de la valeur de réalisation ;

Pour les immeubles, la valeur de réalisation est déterminée sur la base d'une expertise quinquennale effectuée par un expert agréé par l'ACPR. Entre deux expertises, la valeur fait l'objet d'une estimation annuelle, certifiée par un expert accepté par l'ACPR.

Pour les SCPI, il s'agit de la valeur de réalisation fournie par la Société de Gestion et qui a fait l'objet d'une certification par le Commissaire aux Comptes. Elle est constituée de la somme des valeurs de réalisation des immeubles qui constituent le patrimoine de la SCPI.

D.1.2.2. Ecart avec les états financiers

Au 31/12/2021, l'écart entre normes Solvabilité II et normes comptables locales sur les titres de taux s'élève à 353,9 M€ et correspond à la différence entre la juste valeur d'une part et le prix d'achat corrigé des surcotes-décotes d'autre part.

L'écart sur les actions et fonds d'investissement s'élève à 349,0 M€ et correspond à la différence entre la juste valeur d'une part et le prix d'achat corrigé de la provision pour dépréciation durable d'autre part. Si PREPAR ASSURANCE constituait une Provision pour Risque d'Exigibilité en normes locales, celle-ci serait également reprise.

L'écart sur l'immobilier s'élève à 25,5 M€ et correspond à la différence entre la juste valeur d'une part et le prix d'achat corrigé des amortissements immobiliers d'autre part.

La catégorie « prêts et prêts hypothécaires » comprend les avances sur police, égales à leur valeur comptable française du fait de leur non-significativité.

D.1.3. LES ACTIFS EN REPRESENTATION DES ENGAGEMENTS EN UNITES DE COMPTE

Il n'existe pas d'écart sur ce poste du fait de la comptabilisation en valeur de marché des engagements en unités de comptes dans les comptes sociaux.

D.1.4. LES MONTANTS RECOUVRABLES AU TITRE DES CONTRATS DE REASSURANCE

Ces montants correspondent aux provisions cédées au titre de la réassurance sur le périmètre de la prévoyance. Elles tiennent compte des écarts de méthode d'estimation des provisions entre les deux normes décrites dans le paragraphe ci-dessous sur le passif.

Le Best Estimate des provisions réassurées tient également compte des pertes probables en cas de défaut du réassureur.

D.1.5. LES AUTRES ACTIFS

Les montants des dépôts sont égaux à leur valeur comptable française.

Les créances nées d'opérations de réassurance et d'assurance, fiscales et de personnel sont égales à leur valeur comptable IFRS. L'écart avec la valeur comptable sociale s'explique par des reclassements entre actif et passif entre les deux référentiels.

Les autres actifs sont égaux à leur valeur comptable IFRS.

D.1.6. LES FUTURES DECISIONS DE GESTION

Au sein du module de calcul des provisions techniques (cf. partie suivantes D.2.), l'actif de PREPAR ASSURANCE est projeté selon des règles de gestion précises, invariantes dans le temps et correspondantes aux règles appliquées dans la gestion quotidienne du portefeuille d'actifs de PREPAR ASSURANCE. Ces futures décisions portent notamment sur les règles d'allocation d'actifs et les réalisations de plus-values latentes, en faisant l'hypothèse d'une continuité d'activité.

D.2. PROVISIONS TECHNIQUES

En millions d'euros	Référence texte	Normes Prudentielles	Sociales	Ecart
Provisions techniques non-vie	D.2.2	-2,7	3,4	-6,1
dont Best Estimate		-2,7		
dont Marge de Risque		0,0		
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	D.2.2	98,5	142,1	-43,7
dont Best Estimate		95,8		
dont Marge de Risque		2,7		
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	D.2.2	16,4	21,6	-5,1
dont Best Estimate		16,1		
dont Marge de Risque		0,3		
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	D.2.1	6 536,3	6 177,2	359,1
dont Best Estimate		6 415,2		
dont Marge de Risque		121,1		
Provisions techniques UC et indexés	D.2.1	1 569,4	1 531,2	38,2
dont Best Estimate		1 541,8		
dont Marge de Risque		27,5		
Autres provisions techniques	D.2.3	0,0	15,4	-15,4
Total des Provisions Techniques		8 218	7 891	327

D.2.1. METHODES ET OPTIONS RETENUES SUR LE PERIMETRE EPARGNE (PREPAR-VIE)

PRINCIPE GENERAL APPLIQUE

Le *Best Estimate* est calculé au sein du modèle ALM de PREPAR-VIE développé sur la plate-forme de modélisation R³S, sur la base de 2000 scénarii stochastiques générés à l'aide d'un générateur interne à PREPAR-VIE. Il est obtenu par actualisation des cash flows de prestations et de frais, à la courbe des taux sans risque générée pour chacun des 2000 scénarii. Un modèle ALM spécifique au support Eurocroissance est développé sur la même plate-forme R³S.

Il existe 5 cantons de gestion au sein du portefeuille de PREPAR-VIE :

- l'actif général (appelé ci-dessous AG ou 529), contenant notamment un contrat pour lequel PREPAR-VIE est réassureur (appelé ci-dessous LIA) et ayant ses hypothèses de passif propres, de même que le contrat haut de gamme VIP ayant lui aussi ses hypothèses de passif propres,
- un canton dédié à un partenaire (appelé ci-dessous EG-Vie ou 467),
- un canton PERP,
- un canton PERI
- un canton Eurocroissance (appelé ci-dessous FEC).

Les deux premiers cantons de cette liste ne constituent pas des cantons au sens « Solvabilité II », en revanche, le PERP, le PERI et l'Eurocroissance sont traités comme des cantons Solvabilité II.

Les cash-flows pris en compte sont les suivants :

- décès,
- rachats,

- échéances,
- primes
- arrérages de rentes,
- prélèvements sociaux,
- frais généraux.

La projection est réalisée par model-points de passifs constitués en fonction des caractéristiques des produits (canton, gamme, taux de PB contractuel, TMG) et de l'ancienneté des contrats (afin de modéliser au mieux les rachats projetés). Ces model-points comprennent une part de supports en Euro et une part de supports en Unités de Compte. Les calculs de ces deux types de supports sont réalisés simultanément et les hypothèses de passif sont appliquées globalement.

Un calcul déterministe par police est réalisé une fois par an, sur une partie du portefeuille en stochastique et sur l'intégralité du portefeuille pour un scénario moyen, afin de s'assurer que le calcul par model-points n'introduit pas de biais dans les résultats. Les frontières du calcul sont les mêmes que celles des provisions d'épargne comptabilisées en normes françaises.

A la fin de la projection, les provisions restantes sont liquidées et réparties entre l'assureur et les assurés. Ce retraitement permet de solder la projection sans projeter sur une durée trop consommatrice en temps de calcul.

Les postes suivants sont intégrés dans le Best Estimate en fin de projection :

- Provisions Mathématiques (PM),
- Provision pour Participation aux Bénéfices,
- Provision pour Risque d'Exigibilité (PRE),
- Plus ou moins-values Latentes sur les titres R 343-10.

Pour le support Eurocroissance, seule une Provision Collective de Diversification Différée résiduelle subsiste en fin de projection et est intégrée au Best Estimate.

Les postes suivants sont eux intégrés à la valeur nette de l'assureur :

- Réserve de Capitalisation,
- Plus ou moins-values latentes R343-9.

Le cumul des prestations est ensuite actualisé avec les taux forward composés d'échéance 1 an.

PRIMES

Depuis 2020, PREPAR-VIE tient compte des primes périodiques ayant un TMG non nul dans sa projection et ce malgré leur faible volume constaté (environ 10 M€).

FRAIS GENERAUX ET COMMISSIONS

Les frais sont déterminés à partir des coûts unitaires moyens, pour les supports en euros et pour les supports en UC, ventilés entre :

- coûts d'administration (y compris coûts se rapportant à des rachats partiels),
- coûts de gestion des rachats totaux,
- coûts de gestion des décès.

Les commissions sur encours sont isolées des frais et font l'objet d'une projection en pourcentage des PM en fonction des ratios de commissions / PM constatés lors de l'exercice précédent.

MORTALITE

La mortalité utilisée dans le modèle correspond à des taux de décès par année de projection.

RACHATS STRUCTURELS

La loi de rachats structurels est issue des taux de rachat constatés lors des exercices précédents. Ces rachats se décomposent en rachats partiels et rachats totaux, par année d'ancienneté et par portefeuille d'actifs.

RACHATS CONJONCTURELS

Les rachats conjoncturels représentent la réactivité des assurés aux taux servis et sont liés à la conjoncture économique.

Après analyse, PREPAR-VIE a choisi de construire sa loi de rachat comme étant égal à la moyenne des lois proposées par les Orientations Nationales Complémentaires (ONC) publiées par l'ACPR pour les études Préparatoires à l'entrée en vigueur de Solvabilité II. L'application de la loi intervient lorsque le taux servi est différent du taux cible qui est reflète le taux de la concurrence.

Par ailleurs, compte tenu des études réalisées par la Direction Technique et Juridique, montrant :

- la non-corrélation des taux de rachat des assurés de PREPAR-VIE et des historiques de taux servis par rapport aux taux de marché,
- les taux très faibles de rachat sur le produit Valvie, sur une période de 15 ans, pour les assurés de plus de 67 ans : 89 % sont encore présents au bout de 15 ans (hors décès).

PREPAR-VIE ne modélise pas de rachats dynamiques pour les assurés de plus de 70 ans.

NB. : les rachats conjoncturels s'appliquent indifféremment aux supports en euros et en UC des contrats multisupports.

LOIS DE SORTIES EN NOMBRE

Sur l'ensemble des portefeuilles de PREPAR-VIE, les statistiques de sorties en nombre de contrats sont très différentes des statistiques en montant. Il est donc nécessaire de réaliser des lois de sorties en nombre afin de projeter les frais exprimés en coûts unitaires vus ci-dessus.

La loi de rachat en nombre de contrats, par ancienneté des contrats, est issue de la loi utilisée pour le calcul de la PGG sociale. La loi de décès en nombre de contrats est déterminée de la même façon que la loi en montant vue ci-dessus, en remplaçant les montants par des nombres.

ARBITRAGES

PREPAR-VIE réalise une étude statistique sur l'historique des arbitrages dans le cadre du backtesting des hypothèses retenues dans le modèle ALM.

Sur les portefeuilles Actif général, VIP et EG-Vie, la moyenne des arbitrages observée, en soldant arbitrages entrants et sortants du support en euros varie entre -1 % et 1 % selon les portefeuilles, avec des variations entre les années, notamment sur le sens des arbitrages. Cela a confirmé l'hypothèse du modèle actuelle selon laquelle le taux global d'arbitrages modélisés est de 0 %.

Sur les portefeuilles PERP et PERI, les arbitrages UC vers euros correspondant à l'âge de terme du PERP et PERI sont modélisés afin de tenir compte du passage en rente de l'intégralité de la provision d'épargne (euros + UC).

POLITIQUE DE TAUX SERVIS ET TAUX CIBLE

A chaque fin d'exercice les produits financiers sont répartis entre assurés et assureur selon les règles contractuelles propres à chaque produit et selon des dotations/reprises à la PPE définies en accord avec l'AMSB de PREPAR-VIE. Cette politique de taux servis fait partie de l'ensemble des règles des futures décisions de gestion définies par l'AMSB de PREPAR-VIE.

HYPOTHESES DE PROJECTION DE L'ACTIF

L'actif est projeté ligne à ligne.

Les coupons des titres de taux sont détachés à date exacte de tombée du coupon. Les liquidités issues des coupons et remboursements sont capitalisées aux taux courts jusqu'à la fin du pas de calcul, date à laquelle les règles d'investissement s'appliquent.

Un stock de titres virtuels est ajouté aux données par classes d'actif permettant d'acheter des titres lorsque l'on se trouve en situation d'investissement. Les titres de taux sont alors achetés à l'émission, au pair, avec une maturité de 10 ans.

La PRE est projetée avec la règle de dotation par huitième. La PDD est également projetée, en faisant l'hypothèse qu'une moins-value de 20 % en fin d'exercice conduit à une dotation de PDD.

LES SCENARII STOCHASTIQUES

Les 2000 scénarios sont créés au sein d'un générateur interne, à partir des caractéristiques suivantes :

	Modèle	Calibrage
Taux	G2++	Courbe Eiopa, panier de swaptions
Action	Black & Scholes sans dividendes	Volatilité implicite d'un call sur Eurostoxx 50 sur un an, calculé au 31/12/2021
Gestion alternative	Black & Scholes sans dividendes	Volatilité historique
Immobilier	Black & Scholes avec dividendes	Volatilité historique

- pas de modélisation de l'inflation/taux réels,
- pas de corrélations entre actions/gestion alternative/immobilier,
- pas de retraitement ou d'ajustement des scénarii générés.

D.2.2. METHODES ET OPTIONS RETENUES SUR LE PERIMETRE PREVOYANCE

Le calcul du Best Estimate sur ce périmètre est le suivant :

- les Best Estimate correspondant aux PSAP Décès des contrats emprunteurs ainsi que des contrats Protection Familiale, Protection Revenus et APB ont été estimés par application de la méthode de Chain Ladder sur les triangles de liquidation des prestations, après retraitement par intégration de frais et d'une courbe d'actualisation ; aucune prime future n'est prise en compte. Un historique de 10 ans a été pris en compte ;
- les Best Estimate correspondant à la PRC Décès ainsi qu'à la garantie incapacité-invalidité des contrats emprunteurs ont été estimés à partir de la macro-SAS utilisée pour les calculs en normes sociales tête par tête, après retraitement par intégration des frais et d'une courbe d'actualisation et par compensation des résultats positifs et négatifs ; les primes futures liées aux contrats emprunteurs existants sont prises en compte (avec modélisation de décès futurs).
- le Best Estimate correspondant aux PSAP Décès des contrats Entoria est estimé à partir d'une hypothèse de sinistralité cible (S/P). La charge de prestations calculée sur les exercices antérieurs est projetée à partir d'une cadence d'écoulement et le BE de sinistres est ainsi déduit par intégration des frais et d'une courbe d'actualisation. Pour le BE de primes, une année de prime future est prise en compte avec modélisation des sinistres futures.
- Sur le périmètre CLR+ et CL/Pro, PREPAR-VIE ne dispose pas de suffisamment de données pour réaliser le calcul et choisit de considérer les Best Estimate étant égaux aux provisions en normes sociales.

D.2.3. METHODES ET OPTIONS RETENUES SUR LE PERIMETRE PREPAR-IARD

PRINCIPES GENERAUX

Le calcul de la meilleure estimation tient compte de l'ensemble des engagements d'assurances de PREPAR-IARD et de l'ensemble des flux de trésorerie futurs à savoir :

- les prestations attendues ;
- les commissions et frais ;
- les primes futures dans les limites fixées par la réglementation.

En l'absence d'interaction forte entre l'actif et le passif, PREPAR-IARD a recours à des modèles de projection d'it « déterministe et à passif seul ».

FRAIS ET COMMISSIONS

Les frais inclus dans les provisions technique englobent la totalité des frais supportés par PREPAR-IARD et leur modélisation est cohérente avec la stratégie partenariale de l'entité.

Pour la clôture 2021, les principes méthodologiques retenus pour la meilleure estimation de sinistre sont :

- Santé : Estimation de la sinistralité par la méthode des triangles de prestations ;
- Moyen de paiement et perte pécuniaire : Estimation de la sinistralité par la méthode des triangles de charges ;
- Décès Accidentel : Estimation de la sinistralité cible (S/P) par analyse des comptes de résultat ;
- Arrêt de travail : Projection des rentes et indemnités sur la base de tables comportementales.

Le calcul de la meilleure estimation de prime se fonde en premier lieu sur l'estimation de la sinistralité cible (S/P).

Lorsque les données ne sont pas suffisantes pour appliquer les méthodes statistiques, les provisions sociales – jugées prudentes – sont retenues pour les garanties à écoulement rapide. Pour les branches longues, un coefficient de passage, évalué sur un périmètre significatif et dont les caractéristiques principales sont similaires, est appliquée aux provisions sociales.

BE POUR SINISTRES

Le BE pour Sinistres correspond aux prestations futures relatives aux sinistres survenus. Sa valorisation se base sur différentes méthodes statistiques qui dépendent :

- des caractéristiques principales des portefeuilles et des activités ;
- de la cohérence et de la qualité des données dans le temps ;
- de la capacité à interpréter actuariellement et économiquement les résultats.

BE POUR PRIMES

PREPAR-IARD applique les règles Solvabilité II relatifs aux frontières des contrats. Toutes, les primes attendues de contrats non souscrits sont exclus. Seules les primes futures de contrats existants et pour lesquels l'entité de ne peut rompre le contrat de manière unilatérale sont projetés.

Les périodes de couverture relatifs à ces primes futures génèrent des prestations qui sont projetées eu égard aux analyses de sinistralités réalisés et à la vitesse d'écoulement des sinistres observés. De la même manière, les prestations relatives aux primes émises non acquises sont modélisées et projetées.

HYPOTHESES ECONOMIQUES

La courbe des taux de référence utilisée pour l'actualisation des flux est la courbe réglementaire EIOPA incluant la correction pour volatilité et la méthodologie de convergence vers le taux forward ultime (UFR).

L'ajustement égalisateur n'est pas utilisé dans le cadre de l'évaluation de la meilleure estimation. Le recours à des scénarios stochastiques est inutile pour les activités de PREPAR-IARD.

D.2.4. CALCUL DE LA MARGE DE RISQUE

ASSURANCE DE PERSONNES

La marge de risque a été calculée globalement, comme étant égale au coût d'immobilisation du capital futur.

Le coût d'immobilisation du capital initial est égal à 6 % de l'ensemble constitué des risques de souscription (vie et santé assimilable à la vie), de défaut du réassureur et opérationnel, auxquels une matrice de corrélation a été appliquée.

Aucun risque de marché inévitable n'a été pris en compte, l'adéquation des actifs et des passifs de PREPAR-VIE étant adaptée.

La projection des coûts d'immobilisation ainsi calculée s'est faite proportionnellement à l'écoulement des provisions techniques calculées en norme Solvabilité II sur le périmètre épargne (euros + UC + FEC), conformément à la méthode de simplification n°2 proposée par les spécifications techniques. Puis l'ensemble des coûts a été actualisé avec la courbe des taux sans risque.

La marge de risque a ensuite été ventilée par ensembles de passifs au prorata des Best Estimate.

ASSURANCE NON-VIE

La marge de risque doit être estimée comme le coût supplémentaire engendré par le transfert du portefeuille d'assurance. Ce coût est estimé à 6 % de la somme des SCR (relatifs au transfert de portefeuille) futurs actualisés. Dans le cadre de la projection des SCR futurs, PREPAR-IARD applique l'article 58 du Règlement délégué du 10 octobre 2014, à savoir une estimation du SCR global par sous-risques, chacun des sous-risques étant projeté selon un driver convenablement choisi.

Les SCR retenus dans l'évaluation de la marge de risque sont :

- les SCR de souscription (non-vie et santé),
- le SCR de contrepartie relatif à la réassurance ainsi qu'aux créances envers les assurés et les intermédiaires,
- le SCR opérationnel.

Pour chacun des SCR et des sous-SCR, les drivers suivants ont été utilisés :

- les primes pour le risque de primes et le risque catastrophe ;
- les Best Estimate pour le risque de réserves, le risque de défaut de contrepartie et le risque opérationnel.

Ces drivers sont les éléments qui ont permis de projeter les modules et sous-modules dans le temps. Ceux-ci sont ensuite agrégés selon les matrices de corrélations habituelles.

La marge de risque finale de PREPAR ASSURANCE s'élève au 31/12/2021 à 122 M€.

D.2.5. ANALYSE DU BEST ESTIMATE AU 31/12/2021

D.2.5.1. Analyse pour PREPAR-VIE

Pour analyser l'évolution du Best Estimate entre deux périodes on considère l'indicateur BE/PM.

Fonds en Euros	2020	2021
Ratio BE/PM	119 %	116 %
Ratio BE/PM -hors BE de frais	109 %	105 %
Ratio PVL/PM	14 %	14 %

Le niveau élevé du Best Estimate épargne des supports euros par rapport aux provisions comptables s'explique à la fois par le niveau des plus-values latentes au 31/12/2020, par le niveau de la courbe des taux Eiopa et par les

dépenses futures. En effet, les plus-values latentes sont prises en compte dans les projections de cash-flows par l'intermédiaire de la participation aux bénéfices.

La ratio BE/PM sur l'épargne des supports euros est de 116 % en 2021 versus 119 % en 2020. Cette baisse s'explique d'une part par la remontée de la courbe des taux entre les deux périodes et d'autre part le passage du taux minimum garanti brut au taux minimum garanti net sur un périmètre de contrats en stock. Par ailleurs on constate une hausse de la part du BE de frais à la suite de la revue de la méthodologie de calibrage des coûts unitaires.

Le Best Estimate épargne des supports en Unités de Compte quant à lui est légèrement supérieur aux provisions comptables avec un ratio BE/MP de 101 %. En effet, cet écart est représentatif de la différence entre les chargements sur encours pris en compte dans le calcul des provisions comptables et les frais généraux pris en compte dans le calcul du Best Estimate.

Les Best Estimate des risques incapacité-invalidité et décès (contrats emprunteurs) sont fortement négatifs du fait de la compensation réalisée dans les calculs entre contrats bénéficiaires et contrats déficitaires, ce qui n'est pas le cas dans le calcul en normes comptables françaises. Cela est représentatif de la population assurée : jeune et en bonne santé.

Les autres Best Estimate sont estimés égaux aux provisions comptables, soit en vertu du principe de proportionnalité, soit en raison du caractère déjà « Best Estimate » des provisions comptables (c'est le cas des PSAP des contrats d'épargne qui correspondent à des délais de traitement de dossier).

D.2.5.2. Analyse pour PREPAR-IARD

Le tableau ci-dessous présente par ligne d'activité les provisions techniques sociales et prudentielles, hors marge de risque et hors PSAP Covid, au 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros	Normes Sociales Provisions Techniques			Normes Prudentielles Meilleure estimation (BE)		
	Sinistres à payer	Primes Non Acquises	Total PT	BE de sinistres	BE de primes	Total BE
(1) Assurances des frais médicaux	12 928	19 134	32 062	7 716	1 020	8 736
(2) Assurance de protection du revenu	71 430	16 366	87 796	69 818	10 198	80 016
(12) Assurance pertes pécuniaires diverses	2 007	1 401	3 408	1 750	-4 485	-2 735
Total	86 365	36 901	123 265	79 284	6 733	86 017

Les calculs de provisions sont régis, respectivement par le « Règlement N° 2015-11 » de l'ANC pour les normes sociales et par - en particulier - la « Direction 2009/138/CE » et le « Règlement Délégué 2015/35 » pour les normes prudentielles. Les écarts normatifs les plus significatifs et ayant trait à l'évaluation des provisions techniques sont :

MARGE DE PRUDENCE INCLUSE DANS LES PROVISIONS SOCIALES :

Les provisions sociales peuvent inclure des marges de prudence devant être retraitées dans la meilleure estimation. Concernant les sinistres déjà survenus, cet écart est le plus prégnant sur les activités « Décès Accidentel ». Les calculs en norme sociale requièrent que l'ensemble des déclarations soient provisionnées.

Toutefois, il apparaît d'après les données historiques qu'une part très significative des sinistres déclarés ne relève pas des garanties couvertes et n'entraîne de ce fait aucune prestation. Cet effet est donc retraité pour le calcul de la meilleure estimation.

Concernant les sinistres relatifs aux primes émises non acquise, les normes sociales requièrent de constituer des PPNA égale aux primes perçues au prorata temporis de la période de couverture.

Cette règle sous-tend une hypothèse de S/P égal à 100 %. En norme prudentielle, la sinistralité réelle du portefeuille est retenue dans l'évaluation de la meilleure estimation.

L'impact sur la meilleure estimation est d'environ -34,2 M€.

FRONTIERES DES CONTRATS :

La réglementation Solvabilité II requière de projeter l'ensemble des contrats pour lesquels l'assureur est engagé à la date de clôture ou dont il a connaissance. Pour les activités PREPAR-IARD, il convient donc de projeter une année d'activité en raison du renouvellement tacite des contrats à la date d'anniversaire.

L'impact sur la meilleure estimation est d'environ -2,1 M€.

COURBE DES TAUX :

A la différence des provisions sociales, les flux futurs de trésorerie sont actualisés à la courbe des taux EIOPA pour l'évaluation de la meilleure estimation.

L'impact sur la meilleure estimation est d'environ 0,9 M€.

D.2.6. EVALUATION DE LA REASSURANCE

Les contrats emprunteurs, santé et d'incapacité/invalidité font l'objet d'une réassurance en quote-part. La quote-part est appliquée à la meilleure estimation de ces contrats. Celui-ci est ajusté d'un défaut attendu, calculé en fonction d'une probabilité de défaut attendue.

D.2.7. NIVEAU D'INCERTITUDE LIE A LA VALEUR DES PROVISIONS TECHNIQUES

Le niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques est principalement dû aux projections stochastiques réalisées dans le cadre des contrats d'épargne, ainsi qu'à la multiplicité des hypothèses retenues, aussi bien sur le passif d'assurance que sur l'environnement économique.

Afin d'encadrer cette incertitude, un grand nombre d'études de sensibilité sont réalisées sur différents paramètres, régulièrement ou ponctuellement :

- environnement économique : niveau des taux, niveau des actions, niveau des spreads...
- sensibilité aux rachats,
- sensibilité à l'inflation,
- ...

D.2.8. IMPACT DE LA CORRECTION POUR VOLATILITE

PREPAR ASSURANCE utilise la correction pour volatilité, autorisée par l'article 77 quinquies de la Directive Solvabilité II. Au 31/12/2021, cet ajustement sur la courbe des taux s'élevait à 3 bps. Le tableau ci-dessous présente les éléments de fonds propres et d'exigence de fonds propres, avec et sans cette correction.

En millions d'euros	Avec Correction pour Volatilité	Sans Correction pour Volatilité	Impact
Provisions techniques	8217,9	8224,0	-6,1
Fonds propres de base	812,1	808,0	4,1
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	812,1	808,0	4,1
Capital de solvabilité requis	487,6	487,9	-0,3

D. 3. AUTRES PASSIFS

En millions d'euros	Normes Prudentielles	Sociales	Ecart
Provisions pour retraite	3,1	1,7	1,4
Dépôts des réassureurs	24,3	24,3	0,0
Passifs d'impôts différés	33,3	0,0	33,3
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	41,3	40,0	1,2
Dettes nées d'opérations de réassurance	12,5	45,0	-32,6
Autres dettes (hors assurance)	23,4	13,4	10,0
Passifs subordonnés	0,0	0,0	0,0
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	3,9	3,9	0,0
Total des Autres Passifs	142	128	13

Les provisions pour retraite, les dettes et les autres passifs sont égaux à leur valeur comptable en normes IFRS. L'écart avec la valeur comptable sociale s'explique par des reclassements entre actif et passif entre les deux référentiels. Ces éléments ne sont pas impactés par les futures décisions de gestion définies par l'AMSB de PREPAR-VIE.

TRAITEMENT DES IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés ont été déterminés selon la segmentation suivante :

- actif incorporel,
- placements,
- part des réassureurs dans les provisions,
- amortissements sur primes de remboursement,
- autres réserves des fonds propres (non prise en compte du fonds de garantie des assureurs dans les fonds propres S2),
- provisions techniques en euros,
- provisions techniques en UC.

Les impôts différés ont été déterminés par compensation entre postes d'actif et postes de passif. Le taux général de 25,83 % a été appliqué (en effet, les éléments calculés avec d'autres taux dans le bilan IFRS étaient fortement minoritaires).

Le résultat est un impôt différé passif d'un montant de 33,3 M€. L'absorption du SCR brut par les impôts différés est plafonnée à ce montant ; ce plafond est atteint au 31/12/2021.

D.4. METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Les méthodes alternatives d'évaluation des actifs sont détaillées dans le paragraphe D.1.

D.5. AUTRES INFORMATIONS

PREPAR ASSURANCE n'a pas d'informations à communiquer sur la valorisation des actifs et des passifs, autres que ce qui précède.

E. GESTION DU CAPITAL

Les fonds propres sous le référentiel Solvabilité II sont égaux à la différence des actifs et passifs détaillés dans le paragraphe précédent D. Complétés des éventuels emprunts subordonnés émis et après déduction des dividendes prévisionnels versés aux actionnaires, ils doivent couvrir l'exigence de solvabilité (SCR) présentée au paragraphe C.

E.1. FONDS PROPRES

E.1.1. POLITIQUE DE GESTION DU CAPITAL

La politique de gestion du capital de PREPAR ASSURANCE définit le cadre de sa gestion du capital. Elle est revue périodiquement et validée par l'AMSB.

PREPAR ASSURANCE dispose d'un plan de gestion du capital à moyen terme (horizon de son Business Plan), formalisé par le scénario central présenté dans l'ORSA, qui tient compte :

- des émissions de capital planifiées,
- de la maturité des éléments de fonds propres, comprenant la maturité contractuelle et toute opportunité antérieure de rembourser ou racheter, liée aux éléments de fonds propres de l'entreprise,
- de la manière dont l'émission, le rachat ou le remboursement, ou toute autre variation dans l'évaluation d'un élément de fonds propres a une incidence sur l'application des limites de niveaux,
- de l'application de la politique de distribution et comment cela affecte les fonds propres,
- de l'impact de la fin de la période de transition de Solvabilité II.

Les éventuelles décisions relatives à la gestion du capital relèvent de l'AMSB en lien avec l'actionnaire de PREPAR.

Par ailleurs, la gestion du capital à court terme est réalisée au travers du suivi trimestriel des ratios de couverture du SCR et du MCR, réalisé lors des Comité des Risques Financiers et de la Solvabilité, et présenté en Conseil de Surveillance. Une information complémentaire peut être également envoyée aux membres du Comité d'Audit et du Conseil de Surveillance en cas de forte évolution de ces ratios.

La distribution des dividendes est régie par l'article 27 des statuts de PREPAR ASSURANCE. Le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable aux actionnaires sous forme de dividendes. L'assemblée générale a la faculté de prélever sur ce bénéfice, avant toute distribution de dividendes, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves dont elle détermine l'affectation ou l'emploi.

La décision de verser des dividendes est appréciée en lien avec l'appétence aux risques de PREPAR ASSURANCE et sa solvabilité. En particulier, PREPAR ASSURANCE peut ne pas procéder à un versement de dividendes de façon à renforcer ses fonds propres et assurer sa pérennité. Depuis l'exercice 2013, PREPAR ASSURANCE a conservé l'intégralité de son résultat en Report à Nouveau, renforçant ainsi régulièrement ses fonds propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR.

E.1.2. FONDS PROPRES AU 31/12/2021

En millions d'euros	2021		Détail des FP au 31/12/2020	Evolution 2020/2021
	Détail des FP au 31/12/2021	FP éligibles à la couverture du SCR		
Capitaux propres	183	183	183	0
Primes d'émission	3	3	3	0
Réserve de réconciliation	418	418	316	102
<i>dont Report à nouveau</i>	<i>236</i>	<i>236</i>	<i>192</i>	<i>43</i>
<i>dont résultat et réserves libres</i>	<i>45</i>	<i>45</i>	<i>57</i>	<i>-12</i>
<i>dont réserve de capitalisation</i>	<i>42</i>	<i>42</i>	<i>42</i>	<i>0</i>
<i>dont excédent d'actifs sur passifs</i>	<i>96</i>	<i>96</i>	<i>25</i>	<i>71</i>
Fonds Excédentaires	208	208	181	26
Passifs subordonnés	0	0	0	0
Sous-Total Tier 1	812	812	683	129
Passifs subordonnés	0	0	0	0
Sous-total Tier 2	0	0	0	0
Total des Fonds propres	812	812	683	129

Le capital social, les primes d'émission, le report à nouveau, la réserve de capitalisation et les réserves libres sont égaux à leur valeur comptable sociale.

PREPAR ASSURANCE ne détient que des Fonds Propres de niveau Tier 1, entièrement utilisables pour la couverture du SCR et du MCR.

Aucun élément ne diminue ce montant de fonds propres, notamment en raison du fait qu'il n'y aura pas de remontée de dividendes à l'actionnaire en 2021.

En 2021, l'évolution des Fonds Propres s'explique notamment par le passage du taux minimum garanti net de frais au taux minimum garanti brut de frais.

Depuis 2019, l'évolution de la réglementation permet de prendre en compte en Fonds Excédentaires une partie de la Provision pour Participation aux Excédents. Afin de déterminer quelle part de cette provision il était possible d'affecter en Fonds Propres, PREPAR ASSURANCE a utilisé la méthode simplifiée proposée par l'ACPR dans sa fiche technique parue en janvier 2020.

Sans la prise en compte de la Provision pour Participation aux Excédents en Fonds Excédentaires, les Fonds Propres éligibles à la couverture du SCR se seraient élevés à 605 M€ en hausse de 20 % par rapport à 2020.

La différence entre les Fonds Propres sociaux et les Fonds Propres admissibles en couverture du SCR réside dans la prise en compte des excédents d'actifs sur les passifs en normes Solvabilité II, ainsi que des Fonds Excédentaires. La décomposition de la réserve de réconciliation ci-après permet de comprendre la constitution de la rubrique "excédents d'actifs sur passifs" :

DECOMPOSITION DE LA RESERVE DE RECONCILIATION :

En millions d'euros	Réserve de réconciliation au 31/12/2021	Réserve de réconciliation au 31/12/2020
Valeur actuelle des résultats futurs des cantons après impôt	252	168
Marge de risque	-152	-132
Plus-value latente des Fonds Propres	27	27
Report à nouveau, résultat et réserves	323	291
Divers	-32	-38
Total réserve de réconciliation	418	316

En 2021, la valeur actuelle des résultats futurs a progressé fortement du fait de la hausse des taux et de la diminution du taux technique. Parallèlement, la marge de risque a progressé sous l'effet de l'augmentation des coûts unitaires.

Au global, la réserve de réconciliation a progressé de 32 %.

E.2. CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

PREPAR ASSURANCE applique la formule standard pour ses calculs de SCR. Cette formule standard fonctionne par modules et sous-modules de risques.

Au 31/12/2021, le capital de Solvabilité Requis se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	2021	2020	Variation	Variation %
Risque de marché	397,9	380,5	17,4	5 %
Risque de contrepartie	26,7	14,7	12,0	82 %
Risque de souscription Vie	128,1	93,6	34,5	37 %
Risque de souscription Non-Vie	13,0	11,9	1,0	8 %
Risque de souscription Santé	40,6	33,4	7,2	21 %
Diversification	115,4	100,1	15,4	15 %
Capital de Solvabilité Requis de base (BSCR)	490,8	434,0	56,7	13 %
Ajustement lié aux fonds cantonnés	8,8	0,9	7,9	926 %
Risque opérationnel	36,6	32,6	4,0	12 %
Capacité d'absorption par les Impôts Différés	32,2	8,4	23,9	286 %
Capital de Solvabilité Requis (SCR)	486,3	457,4	28,9	6 %
Ratio de couverture du SCR	167 %	149 %	18 %	12 %

Le **RISQUE DE MARCHE** a augmenté de 17,4 M€ entre 2020 et 2021 du fait principalement de la hausse du risque de spread avec le rallongement de la duration et l'accroissement de l'exposition sur les titres BBB.

Le **RISQUE DE SOUSCRIPTION-VIE** a augmenté de 34,5 M€ entre 2020 et 2021 du fait de la hausse du sous-module risque de frais à la suite de la revue du calcul des coûts unitaires.

Le **RISQUE SANTE** progresse de 21 % en raison de la poursuite du développement du marché de la prévoyance.

Le **RISQUE DE SOUSCRIPTION NON-VIE** reste stable.

Le PERP et le support Eurocroissance ont été traités comme des **fonds cantonnés**, sans méthode simplificatrice. L'ajustement du SCR pour prise en compte de ces deux fonds s'élève à 10,0 M€ au 31/12/2021 (contre 0,9 M€ au 31/12/2020). Cette progression est liée au développement du support Eurocroissance.

La **capacité d'absorption des pertes** est égale à la différence d'impôts différés nets (impôts différés passifs – impôts différés actifs) entre le bilan prudentiel dit-central et le bilan prudentiel obtenu après un choc instantané correspondant à l'exigence de solvabilité de base, augmentée du risque opérationnel et diminuée de l'absorption par la Participation aux Bénéfices, le tout plafonné par l'impôt différé net passif comptabilisé au bilan prudentiel. Au 31/12/2021, ce plafond est atteint pour un montant de 32,2 M€.

E.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Ce sous-module n'est pas utilisé par PREPAR ASSURANCE.

E.4. DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE

PREPAR ASSURANCE n'utilise pas de modèle interne.

E.5. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Comme le montre la projection du SCR à moyen terme, le niveau de couverture du SCR est largement supérieur à 100 % sur un scénario central. Toutefois PREPAR ASSURANCE suit avec attention l'évolution des marchés économiques. Dans cet environnement difficile, PREPAR a préféré maintenir une couverture contre le risque Action avec une stratégie put-spread désormais. Ensuite PREPAR bénéficiera des résultats futurs au sein de son capital, ce qui confortera ses ratios.

E.6. AUTRES INFORMATIONS

PREPAR ASSURANCE n'a pas d'informations à communiquer sur la gestion du capital, autres que ce qui précède.

ANNEXES

Les états suivants sont exprimés en milliers d'euros.

ETAT S.02.01.02 : BILAN

ETAT S.05.01.01 : PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNES D'ACTIVITE

ETAT S.22.01.04 : IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES
DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

ETAT S.23.01.04 : FONDS PROPRES

ETAT S.25.01.04 : SCR

ETAT S.32.01.22 : ENTREPRISES DANS LE PERIMETRE DU GROUPE

ETAT S.02.01.02 BILAN SOLVABILITE II

		Valeur Solvabilité II C0010
Actifs		
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	25 045
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	7 455 700
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	85 760
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	
Actions	R0100	29 912
Actions – cotées	R0110	29 912
Actions – non cotées	R0120	
Obligations	R0130	4 245 262
Obligations d'État	R0140	680 168
Obligations d'entreprise	R0150	3 558 209
Titres structurés	R0160	
Titres garantis	R0170	6 885
Organismes de placement collectif	R0180	3 094 593
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
Autres investissements	R0210	172,42
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	1 502 371
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	8 821
Avances sur police	R0240	8 821
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	80 846
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	81 059,44
Non-vie hors santé	R0290	
Santé similaire à la non-vie	R0300	81 059,44
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	-214
Santé similaire à la vie	R0320	10 174
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	-10 388
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	34 379
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	12 814
Autres créances (hors assurance)	R0380	6 721
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	u
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	27 098
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	17 923
Total de l'actif	R0500	9 171 718

		Valeur Solvabilité II
Passifs		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	95 772
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	-2 707
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	-2 746
Marge de risque	R0550	39
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	98 479
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	95 828
Marge de risque	R0590	2 652
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	6 552 782
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	16 436
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	16 148
Marge de risque	R0640	288
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	6 536 346
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	6 415 249
Marge de risque	R0680	121 097
Provisions techniques UC et indexés	R0690	1 569 390
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	1 541 850
Marge de risque	R0720	27 540
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	
Provisions pour retraite	R0760	3 088
Dépôts des réassureurs	R0770	24 278
Passifs d'impôts différés	R0780	33 264
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	41 250
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	12 481
Autres dettes (hors assurance)	R0840	23 377
Passifs subordonnés	R0850	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	3 899
Total du passif	R0900	8 359 581
Excédent d'actif sur passif	R1000	812 137

ETAT S.05.01.01 PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITE

Ligne d'activité pour : **engagements d'assurance et de réassurance non-vie**
(assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)

		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance-crédit et cautionnement
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Primes émises										
Brut – assurance directe	R0110	95 201	98 697							
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Part des réassureurs	R0140	82 232	80 640							
Net	R0200	12 969	18 057							
Primes acquises										
Brut – assurance directe	R0210	79 109	84 311							
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	69 530	66 443							
Net	R0300	9 579	17 867							
Charge des sinistres										
Brut – assurance directe	R0310	59 448	65 646							
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	49 332	60 732							
Net	R0400	10 116	4 914							
Variation des autres provisions techniques										
Brut – assurance directe	R0410									
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430									
Part des réassureurs	R0440									
Net	R0500									
Dépenses engagées	R0550	24 247	29 933							
Autres dépenses	R1200									
Total des dépenses	R1300									

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance propor- tionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises									
Brut – assurance directe	R0110			20 371					214 268
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130								
Part des réassureurs	R0140								162 872
Net	R0200			20 371					51 396
Primes acquises									
Brut – assurance directe	R0210			20 357					183 777
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230								
Part des réassureurs	R0240								135 974
Net	R0300			20 357					47 804
Charge des sinistres									
Brut – assurance directe	R0310			2 799					127 893
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330								
Part des réassureurs	R0340								110 065
Net	R0400			2 799					17 828
Variation des autres provisions techniques									
Brut – assurance directe	R0410								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430								
Part des réassureurs	R0440								
Net	R0500								
Dépenses engagées	R0550			11 472					65 652
Autres dépenses	R1200								
Total des dépenses	R1300								65 652

		Ligne d'activité pour : Engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux	Réassurance maladie	Réassurance vie	
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410	95 383	553 587	190 055	2 687					841 712
Part des réassureurs	R1420	53 908	31		570					54 509
Net	R1500	41 475	553 556	190 055	2 117					787 203
Primes acquises										
Brut	R1510	95 383	553 587	190 055	2 687					841 712
Part des réassureurs	R1520	53 908	31		570					54 509
Net	R1600	41 475	553 556	190 055	2 117					787 203
Charge des sinistres										
Brut	R1610	17 690	402 301	81 894	806				7 071	509 762
Part des réassureurs	R1620	6 927	34		197					7 157
Net	R1700	10 763	402 267	81 894	609				7 071	502 604
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710	2 471	-205 322	-204 235	-704				7 833	-399 957
Part des réassureurs	R1720	1 238								1 238
Net	R1800	1 233	-205 322	-204 235	-704				7 833	-401 196
Dépenses engagées	R1900	40 060	23 704	9 783	1 040				390	74 976
Autres dépenses	R2500									0
Total des dépenses	R2600									74 976

ETAT S.22.01.04 : IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	8 217 944			6 088	
Fonds propres de base	R0020	812 137			-4 136	
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	812 137			-4 136	
Capital de solvabilité requis	R0090	487 560			336	

ETAT S.23.01.04 : FONDS PROPRES

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1-restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	182 984	182 984			
Capital en actions ordinaires appelé non versé non disponible au niveau du groupe	R0020					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	3 398	3 398			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Comptes mutualistes subordonnés non disponibles au niveau du groupe	R0060					
Fonds excédentaires	R0070	207 580	207 580			
Fonds excédentaires non disponibles au niveau du groupe	R0080					
Actions de préférence	R0090					
Actions de préférence non disponibles au niveau du groupe	R0100					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence, non disponibles au niveau du groupe	R0120					
Réserve de réconciliation	R0130	418 175	418 175			
Passifs subordonnés	R0140					
Passifs subordonnés non disponibles au niveau du groupe	R0150					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets non disponibles au niveau du groupe	R0170					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres non disponibles relatifs à d'autres éléments de fonds propres approuvés par une autorité de contrôle	R0190					
Intérêts minoritaires (non déclarés dans le cadre d'un autre élément de fonds propres)	R0200					
Intérêts minoritaires non disponibles au niveau du groupe	R0210					

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1-restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
dont déduites conformément à l'article 228 de la directive 2009/138/CE	R0240					
Déductions pour les participations lorsque les informations sont indisponibles (article 229)	R0250					
Déduction pour les participations incluses par déduction et agrégation lorsqu'une combinaison de méthodes est utilisée	R0260					
Total des éléments de fonds propres non disponibles	R0270					
Total déductions	R0280					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	812 137	812 137			
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Fonds propres auxiliaires non disponibles au niveau du groupe	R0380					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres d'autres secteurs financiers						
Réserve de réconciliation	R0410					
Institution de retraite professionnelle	R0420					
Entités non réglementées exerçant des activités financières	R0430					
Total fonds propres d'autres secteurs financiers	R0440					

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres en cas de recours à la méthode de déduction et d'agrégation, soit exclusivement, soit combinée à la première méthode.						
Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes	R0450					
Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes nets des transactions intragroupe	R0460					
Total des fonds propres disponibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par déduction et agrégation)	R0520	812 137	812 137			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0530	812 137	812 137			
Total des fonds propres éligibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par déduction et agrégation)	R0560	812 137	812 137			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0570	812 137	812 137			
Capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidé	R0590	487 560				
Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0610	166 824				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée (à l'exclusion des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par déduction et agrégation)	R0630	167 %				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0650	487 %				
Total des fonds propres éligibles servant à couvrir le capital de solvabilité requis du groupe (y compris fonds propres des autres secteurs financiers et entreprises incluses par déduction et agrégation)	R0660	812 137	812 137			
Capital de solvabilité requis pour les entreprises incluses par déduction et agrégation	R0670					
Capital de solvabilité requis du groupe	R0680	487 560				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis du groupe (y compris autres secteurs financiers et entreprises incluses par déduction et agrégation)	R0690	167 %				

		C0060	
Réserve de réconciliation			
Excédent d'actif sur passif	R0700	812 137	
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710		
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720		
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	393 962	
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740		
Autres fonds non disponibles	R0750		
Réserve de réconciliation	R0760	418 175	
Bénéfices attendus			
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	296	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	296	

ETAT S.25.01.04 : SCR

		Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
		C0030	C0040	C0050
Risque de marché	R0010	397 886	1 092 736	6 730
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	26 675	26 675	451
Risque de souscription en vie	R0030	128 119	293 440	2 167
Risque de souscription en santé	R0040	40 556	40 556	686
Risque de souscription en non-vie	R0050	12 953	12 953	
Diversification	R0060	-133 023	-242 599	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	473 165	1 223 761	

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	10 034
Risque opérationnel	R0130	36 607
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-750 595
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-32 246
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	487 560
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	487 560
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	449 822
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	37 738
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	1 153 503
Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0470	121 890
Informations sur les autres entités		
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance)	R0500	
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) — Établissements de crédit, sociétés d'investissement et établissements financiers, gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, sociétés de gestion d'OPCVM	R0510	
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) — Institutions de retraite professionnelle	R0520	
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) — capital requis pour les entités non réglementées exerçant des activités financières	R0530	
Capital requis pour les exigences relatives aux participations ne donnant pas le contrôle	R0540	
Capital requis pour entreprises résiduelles	R0550	
SCR global		
SCR pour les entreprises incluses par déduction et agrégation	R0560	
Capital de solvabilité requis	R0570	487 560

ETAT S.32.01.22 : ENTREPRISES DANS LE PERIMETRE DU GROUPE

Pays	Code d'identification de l'entreprise	Type de code d'identification de l'entreprise	Nom juridique de l'entreprise	Type d'entreprise	Forme juridique	Catégorie (mutuelle/non mutuelle)
C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070
FR	LEI/969500WDOCIF97N6D206	LEI	PREPAR-VIE	1	Société anonyme	2
FR	LEI/9695008UHMH3007T1B62	LEI	PREPAR-IARD	2	Société anonyme	2

			Critères d'influence					
Pays	Code d'identification de l'entreprise	Autorité de contrôle	% de part de capital	% utilisé pour l'établissement des comptes consolidés	% des droits de vote	Autres critères	Degré d'influence	Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe
C0010	C0020	C0080	C0180	C0190	C0200	C0210	C0220	C0230
FR	LEI/969500WDOCIF97N6D206	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	100 %	100 %	100 %		1	100 %
FR	LEI/9695008UHMH3007T1B62	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	100 %	100 %	100 %		2	100 %

		Inclusion dans le contrôle de groupe		Calcul de solvabilité du groupe
Pays	Code d'identification de l'entreprise	OUI/NON	Date de la décision si l'article 214 s'applique	Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise
C0010	C0020	C0240	C0250	C0260
FR	LEI/969500WDOCIF97N6D206	1		1
FR	LEI/9695008UHMH3007T1B62	1		1